T2137-563-8,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 563 JEUDI 21 FÉVRIER 1985 8,00 F

au royaume des aveugles, le borgne est roi !

LE COLONIALISME « NEW-LOOK »

La France socialiste reste une puissance coloniale décidée à défendre son empire

PAGE 7

GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES

Onze mois de luttes pour faire reculer le vampire nommé Thatcher.

PAGE 8

PSYCHANALYSE ET ANARCHIE

La psychanalyse peut-elle être un outil au service de la libération de l'homme ?

PAGE 10

communiqués

• NICE

Le groupe de Nice vous souhaite une bonne année libertaire et vous donne rendez-vous tous les samedis après-midi à l'entrée principale du Centre Nice-Etoile (avenue Jean-Médecin). Une vente militante de notre hebdomadaire s'y déroule jusqu'à 18 h, ainsi que la vente d'affiches et d'autocollants anarchistes. Pour nous écrire : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 5, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• GARD

Le groupe libertaire du Gard va ouvrir son local à Nimes courant février. Nous n'avons pas pu le faire plus tôt à cause de l'importance des travaux à réaliser et... des dépenses engagées. Nous appelons les libertaires de la région à faire preuve de solidarité pratique ou financière. Cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu de local anarchiste à Nimes, cela mérite un effort. Contactez-nous par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• PARIS

Le groupe Paris-15e reprend ses activités et vient d'éditer un nouveau numéro de « La Feuille » intitulé « Le monde est pourri ». Pour tous ceux qui voudraient prendre contact avec notre groupe, ils peuvent le faire en passant nous voir lors de nos ventes du « Monde libertaire » le vendredi, au métro Pernety, de 17 h 30 à 18 h 30 ; et au métro Cambronne, mêmes heures, même jour.

• SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno ne tiendra plus ses permanences à la Bourse du travail.

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tiendra désormais ses permanences au 7, rue du Muguet, le jeudi, de 20 h à 21 h.

• ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus ne tiendra plus ses permanences à la librairie La Tête en bas, mais au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers, les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, à partir du mois de mars.

• MILLAU

Les personnes intéressées par la propagande anarchiste dans la région de Millau peuvent prendre contact avec la liaision F.A. en création, en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa vient de se créer avec des militants de la F.A. sur Le Mans. Ce qui a présidé au choix de ce nom, ne tient pas à la seule consonnance exotique du pseudonyme. Mais il est plutôt dû au fait que Zo d'Axa peut être considéré comme le précurseur de l'individualisme en France. En effet, il a le premier ébauché une véritable problématique individualiste de la révolution sociale. Il a fait de l'individualisme libertaire une arme de critique sociale. Cet individualiste fut aussi un partisan d'un socialisme large et idéal, opposé à celui mesquin du ventre.

Cette sensibilité individualiste libertaire, nous la partageons largement avec Zo d'Axa qu'on aurait bien tort de ranger au musée de l'histoire. Nous tenons des permanences à la Maison des associations, rue d'Arcole, les 2e et 4e jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions

• CHANSONS ANARCHISTES

Le groupe Région-toulonnaise diffuse une cassette (durée : 1 h) de chansons anarchistes internationales (Italie, France, Allemagne, Espagne, Suisse, Argentine, Etats-Unis, en yiddish). Prix : 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de Nappi Bruno, à adresser à C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• « VOIE LIBRE »

« Voie libre » n° 5 (organe anarcho-syndicaliste des transports) est paru, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Abonnements : 10 numéros, 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 0 65 60 85 S 020, Paris.

• AFFICHE

Expulsions... voilà l'insécurité ! Contre tous les rapaces de l'habitat urbain, le groupe Voline (Paris XXe) vient d'éditer une affiche disponible à la librairie du M.L. (format 90 × 60).

Son prix : 1 F 30 l'unité à partir de 10 exemplaires, et 5 F à l'unité.

• AFFICHE

Le groupe Kropotkine vient d'éditer une affiche à propos de la Nouvelle-Calédonie (format 50 × 70). Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F à l'unité.

débats

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une conférence-débat sur le thème « Alternative informatique » le vendredi 22 février, à 20 H, dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e (métro Blanche). Le débat sera animé par le C.I.I.I.

• VALENCE

Soirée théâtrale et de débat en soutien à Bernard Jaudon, instituteur antimilitariste, menacé de radiation de l'Education nationale, le vendredi 22 février 1985, à 20 h 30, salle des fêtes de Valence. Bernard Jaudon, instituteur à Gourdon (Saône-et-Loire) est objecteur et insoumis au service civil. Il a été condamné à 6 mois de prison ferme pour avoir agi selon ses opinions. De ce fait, l'Education nationale se prépare à le radier de sa fonction.

Nous vous invitons en conséquence à soutenir B. Jaudon par une présence nombreuse à la soirée organisée. Programme : sketches comiques sur le thème du protocole d'accord Armée-Education ; exposé de B. Jaudon sur la répression qu'il subit ; débat public à propos du protocole et de l'objection de conscience.

• CHELLES

Le samedi 23 février 1985, à 20 h 30, le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags ». Avec la participation d'Alexandre Skirda (écrivain, auteur de plusieurs livres de référence sur le sujet) qui animera le débat. Egalement, projection du dernier film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel Body » (témoin et acteur de la révolution russe).

Projection et débat auront lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• BORDEAUX

Mercredi 6 mars, à partir de 21 h, au 7, rue du Muguet, le groupe Durruti organise une projection du film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel Body », un témoignage de la révolution russe.

Ce film, à travers une discussion entre Marcel Body (« Un piano en bois de Carélie ») et Alexandre Skirda (« Makno, le cosaque de l'anarchie »), renoue les fils d'une mémoire libertaire sur des événements qui appartiennent à l'histoire ouvrière.

Ce film sera suivi d'un débat.

• CORBEIL

Le groupe de Corbeil organise une projection-débat sur la révolution espagnole de 1936 à 1939, le vendredi 1er mars, à 19 h 45, au 2, rue Raymond-Brunot (Gare et sortie : Moulin-Galant).

communiqués

• ANGOULÊME

L'Echappée belle dont vous avez appris la naissance dans le « Monde libertaire » n° 561 cherche un lieu d'accueil pour cet été. A la mer, à la montagne ou à la campagne, nous avons besoin d'une structure pouvant accueillir une trentaine de personnes (chambres, salles communes, cuisine, sanitaires, douches), ainsi qu'un bout de terrain pour camper. Date : juillet 1985. Alors, si près de chez vous, vous avez connaissance d'un tel lieu, n'hésitez pas ! Ca urge ! Toutes les propositions seront les bienvenus, sous forme de prêt, de location et pourquoi pas de don. Pour tout contact : A.D.I.R., B.P. 82, 16001 Angoulême cedex.

• NANTES

Désireux de développer une structure d'accueil, d'action et de culture libertaire, le groupe Frederico-Garcia-Lorca vous informe qu'il tient désormais ses permanences les premier et troisième lundi du mois, de 18 h à 20 h, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes. De plus, le groupe assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis matin, de 11 h à 12 h 30 au marché de Talensac.

• MONTREUIL

A partir du 19 janvier 1985, le groupe libertaire de Montreuil assurera la vente des journaux : *Le Monde libertaire* et l'*Union pacifiste*, tous les samedis, de 11 h à 12 h, avenue de la Résistance (face au centre commercial), métro Croix-de-Chavaux.

• COMMISSION AGRICULTURE

Afin de poursuivre ses recherches et analyses, la commission agriculture de la F.A. a besoin de documents et d'opinions, surtout concernant les trois domaines suivants : relations internationales, guerre alimentaire et sous-développement ; syndicalisme et luttes paysannes ; critiques des rapports producteur-consommateur. Toute contribution est la bienvenue et peut être transmise aux Relations interieures qui feront suivre.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
A partir du n° ..... (inclus) Pays .....
Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯
Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

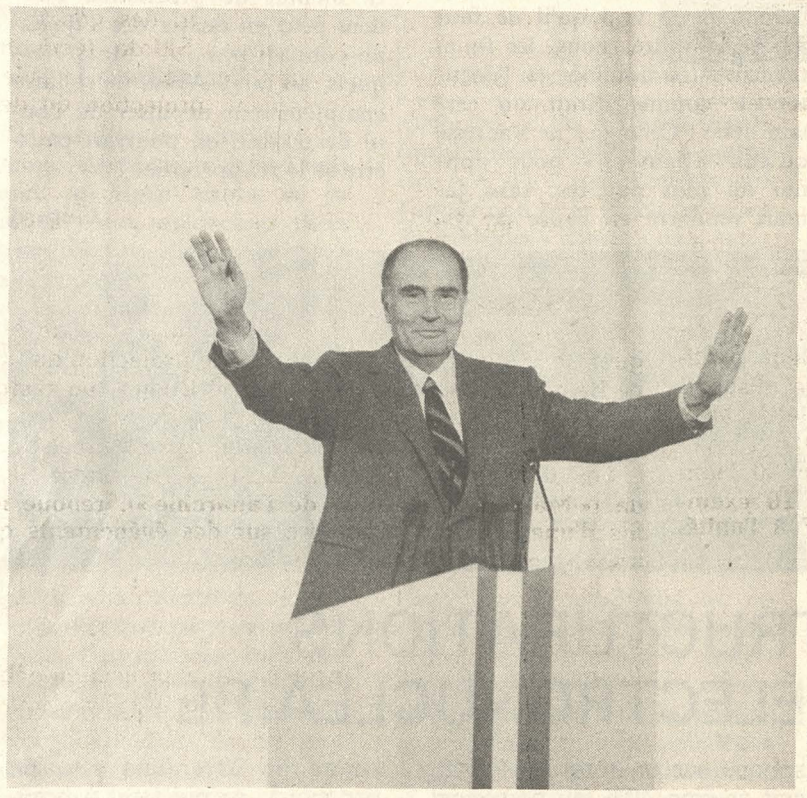
sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Les mains sales — PAGE 4 : En Bref, Les colporteurs se regroupent, Nouvelles mesures sociales, L.T.T., Restructurations dans l'électronucléaire — PAGE 5 : Superphénix fait des vagues, Paris 19e : le P.S. découvre le F.N., Médecines parallèles — PAGE 6 : Thierry Maricourt, Encore des insoumis en prison, Solidarité des Etats, Squatters en procès — PAGE 7 : Le colonialisme « new-look » — PAGE 8 : La grève des mineurs tourne au ralenti, La dentelière du Puy, Bilan d'un meeting, Salvador — PAGE 9 : « Voie libre » en Italie — PAGE 10 : Psychanalyse et anarchisme — PAGE 11 : Notes de lecture, Programme R.-L., Emission R.-L. — PAGE 12 : Chômage : la poudre de perlimpinpin.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

LES MAINS SALES

MÊME réchauffée, l'information sait parfois devenir brûlante, témoin cette bombe journalistique qui a défrayé la chronique du mardi 12 février. *Libération* sort ce jour-là un scoop à partir de faits que l'on n'ignorait pas : de septembre 1956 à mai 1957, Jean-Marie Le Pen, alors lieutenant du 1er R.E.P. (Régiment étranger de parachutistes) a torturé des nationalistes algériens au cours d'odieuses séances d'interrogatoire. Les témoignages de victimes rapportés par le quotidien sont accablants pour celui qui, un an auparavant, venait de se faire élire député poujadiste sur les listes de l'Union de défense des commerçants et artisans (U.C.D.A.).



A.F.P.

« Mes mains sont propres... je n'ai été que le commanditaire ! »

Des faits terriblement accablants tout comme l'était le rapport de police du commissaire Gilles du 1er avril 1957, sur la sale besogne du lieutenant Le Pen, tout comme l'étaient déjà les enquêtes réunies par l'historien Pierre Vidal-Naquet, tout comme l'étaient enfin les articles publiés récemment par le *Canard enchaîné*.

La loi du silence

Ainsi, en dépit de toutes les preuves accumulées, il aura fallu plus de vingt-sept ans pour que la loi du silence se fissure enfin, pour qu'une crapule sadique soit enfin reconnue publiquement pour ce qu'elle est. « Loi du silence » car c'est bien d'une véritable conspiration silencieuse, d'une conjuration non dite dont il s'agit, conspiration de tous ceux qui, depuis plus de vingt-sept ans, savent et se taisent ; conjuration de tous ceux qui, depuis vingt-sept ans, font ignorer quand ils ne font pas taire.

Décidément la caste politicienne a elle aussi ses règles, tout comme le milieu son code, qui lui assure une profonde cohésion, une solidarité d'intérêts en dépit des oppositions qui la traversent. Pendant vingt-sept ans, la caste politicienne impliquée dans l'affaire algérienne s'est tue, couvrant de son silence coupable tous les Le Pen et tous leurs chefs, blanchissant dès 1962 avec une loi sur l'amnistie, tous les névrosés de la gégène pour bons et loyaux services rendus au colonialisme. L'Etat sait reconnaître les siens.

« Loi du silence » encore, quand on sait que toutes les archives militaires et policières contemporaines à l'« affaire algérienne » sont toujours — et pour de longues années — innaccessibles. La mémoire coloniale est solidement verrouillée. Mais combien de Le Pen sont encore enfouis dans les dossiers poussiéreux des archives honteuses de l'hexagone ? Et combien de Le Pen ont su tirer leur épingle du jeu comme le supérieur direct du lieutenant tortionnaire, en Algérie, un certain capitaine Louis Martin, aujourd'hui chef de la garde personnelle du dictateur gabonnais Omar Bongo, protégé de la France ?

Au-delà d'un petit lieutenant

Une chappe de plomb pèse sur les mémoires pour faire oublier l'horreur imprimée il y a une trentaine d'années sur les corps et les esprits d'un peuple colonisé. Les compromissions de tous les vieux requins d'une quatrième République agonisante furent trop évidentes pour que les mêmes ne cultivent, aujourd'hui, assidument l'oubli. Qui n'a pas en mémoire le geste d'« apaisement » du président Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice à l'époque de l'Algérie française, réhabilitant les généraux putchistes ? Paradoxalement, la « sale guerre » que les politiciens ont voulu effacer réapparaît aujourd'hui amplifiée par l'écho du jeu et des enjeux politiques.

Nul doute, en effet, que l'«affaire Le Pen » éclate au bon moment pour un Parti socialiste bien mal en point, à la veille d'une consultation électorale. Discréditer Le Pen, c'est aussi discréditer une droite qui n'hésite pas à passer des accords électoraux avec le Front national. Bien exploitée, l'affaire peut permettre de créer des fractures entre les ténors de la droite et certains responsables de l'opposition les plus opposés à l'extrême droite (Bernard Stasi, Simone Veil) et de priver les candidats de l'opposition de la partie la plus modérée de son électorat. Pour le R.P.R. aussi, l'opération peut s'avérer payante. Il y a là un excellent moyen pour neutraliser la clientèle de Jacques Chirac.

Les enjeux politiciens sont bien réels. Mais il existe aussi d'autres enjeux, autrement plus fondamentaux que la classique valse des calculs et des stratégies politiques. L'« affaire Le Pen », c'est aussi la rupture brutale d'une amnésie, d'un consensus dans l'oubli des exactions militaristes et colonialistes. Et, à ce titre, nous ne saurions nous en désintéresser. Au-delà d'un sale petit lieutenant tortionnaire, c'est aussi un Etat et son armée que nous devons propulser sur le banc des accusés. Au-delà du procès de ceux qui tinrent la gégène, au-delà même de ceux qui permirent et autorisèrent la torture, c'est ce procès d'une logique coloniale, d'une logique militariste qu'il nous faut rendre public.

Prendre position

L'autre enjeu, indissolublement lié au précédent, tient à la position politique qu'occupe le bourreau de 1956 dans la France de 1985. Le Pen est un symbole. Le Pen est un porte-parole. Le porte-parole et le symbole d'une poussée des idées autoritaires, nationalistes, xénophobes dans la France d'aujourd'hui. Frapper Le Pen, c'est frapper sinon au cœur de celle-ci, du moins à sa tête. L'enjeu politique de l'« affaire Le Pen », c'est son discrédit ou pas dans l'opinion publique. En clair, Le Pen joue actuellement sa légitimité politique.

Bien évidemment, la sale jeunesse du député Le Pen ne suffira pas à casser l'image de M. Propre que celui-ci s'est minutieusement forgée. Mais elle pourrait au moins sérieusement l'ébrécher. Cet enjeu-là ne saurait lui non plus nous laisser indifférents. D'autant plus que la partie n'est pas gagnée, il suffit pour s'en rendre compte d'enregistrer les réactions spontanées de plus d'un monsieur tout-le-monde. Un constat d'autant plus évident que les victimes du lieutenant Le Pen étaient des Arabes accusés d'activités terroristes : bien des Français aujourd'hui sont prêts à donner l'absolution au chef du Front national, à partir de ces quelques « circonstances atténuantes » bien dans l'air du temps. Inutile de dire que si Le Pen s'en sort politiquement indemne, la banalisation de l'intolérable, de la torture, mais aussi du racisme, aura encore gagné un peu de terrain.

L'« affaire Le Pen » mérite donc d'être aussi exploitée par tous les libertaires et plus généralement par tous les antiracistes et les antifascistes. Prendre position est encore une fois une nécessité. Il y a quelques années on ne pouvait plus penser à l'abruti Debré sans un entonnoir dont un dessinateur inspiré avait su l'affubler. Qu'il ne soit plus possible aujourd'hui de songer à Le Pen sans treillis et sans gégène ! Mais qu'il ne soit plus, non plus, possible de faire silence sur ce passé refoulé, cette mémoire honteuse, cette tranche sanglante du colonialisme français et de tous ceux qui, depuis lors, ont toujours les mains sales.

Jérôme Charentaise

Editorial

LE retour de la guerre d'Algérie sous les feux de l'actualité embarrasse l'ensemble de la classe politique. Il est des sujets qu'on voudrait bien enfouir à jamais au fond des poubelles de l'histoire. Des journalistes font leur métier en informant sur le rôle qu'a joué Le Pen dans la « sale guerre ». Gégène, baignoire, « corvée de bois » (élimination des prisonniers), représailles sanglantes entâchent aujourd'hui le costume de la respectabilité enfilé laborieusement par le leader du Front national. Tant mieux ! Mais à qui obéissaient les tortionnaires en tenue léopard, à cette époque ?

Des socialistes, responsables directs d'une guerre coloniale qui dura six ans, aux ex-partisans de l'Algérie française ; des staliniens, votant les pleins pouvoirs à l'armée pour écraser la rébellion algérienne, aux anciens tueurs de l'O.A.S., réhabilités par François Mitterrand ; personne n'a les mains propres ! Tous sont, implicitement, d'accord avec le général Bigeard lorsqu'il estime qu'« il ne faut pas remuer la merde ! ».

Le gouvernement socialiste veut bien taper sur Le Pen, mais pas sur ce qui touche à l'Algérie... ça éclabousse ! Surtout que, 25 ans après l'indépendance algérienne, le colonialisme français se retrouve de nouveau confronté à un peuple qui réclame son dû, et que le scénario a tout d'un mauvais « remake » : des morts, des villages kanaks saccagés, l'état d'urgence, 7 000 militaires quadrillant le territoire, arrestations massives, sévices, etc. A nous, chaque jour, de déchirer un peu plus le voile du mensonge, en affirmant notre solidarité avec tous les peuples colonisés luttant pour leur autodétermination.

en bref...en bref...

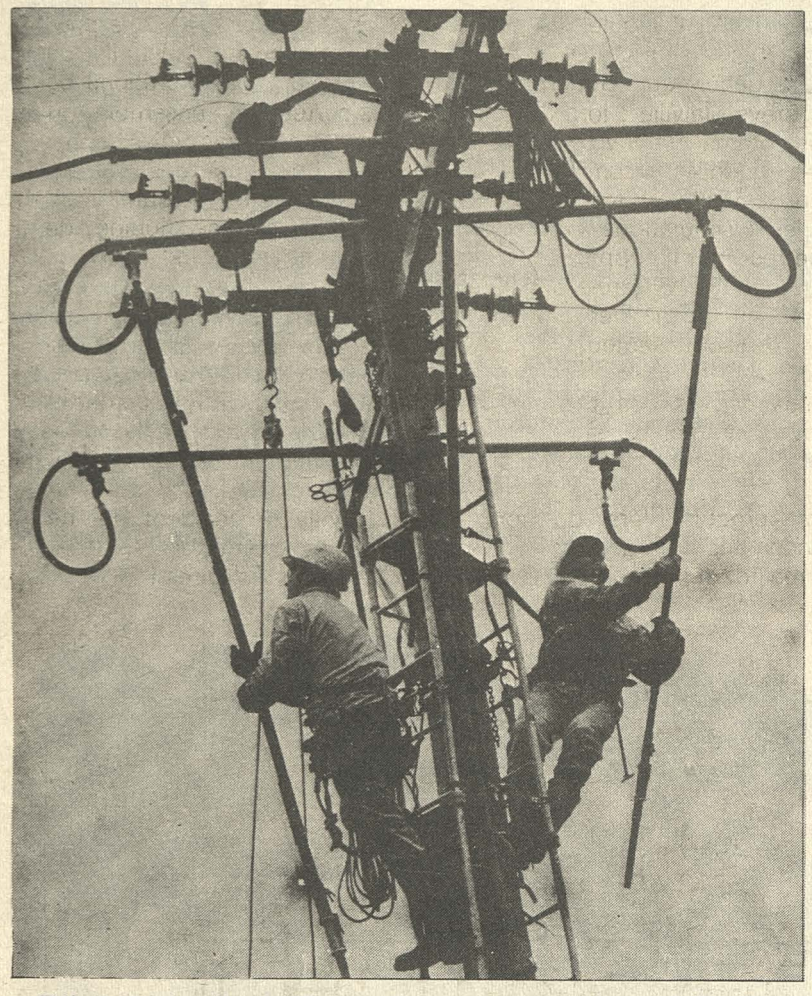
• La Marmite et Peuple et culture organisent à Montpellier, du 1er au 5 avril, des rencontres européennes sur l'objection de conscience. Dans un prochain « Monde libertaire », nous vous donnerons de plus amples informations sur le contenu de ces rencontres. Pour tout contact : Jean-François Mazeran, 4, impasse Coustou, 34000 Montpellier.

• Voici la nouvelle adresse de notre camarade Thierry Maricourt, insoumis au service national, incarcéré et en grève de la faim. Ecrivez-lui nombreux pour le soutenir. Thierry Maricourt, matricule 10061, maison d'arrêt d'Amiens, 85, avenue de la Défense-Passive, B.P. 3005, 80300 Amiens cedex.

L.T.T. EN LUTTE

DEPUIS 1978, les plans sociaux se sont succédés à L.T.T. (Lignes téléphoniques et télégraphiques). C'est depuis cette date également que le gouvernement de Giscard d'Estaing a mis en place le regroupement de la téléphonie autour des deux multinationales : Thomson et C.G.E.

En juin 1984, un nouveau plan social, prévu pour le mois d'octobre, est annoncé lors du conseil d'administration de Thomson télécommunications, prévoyant plus de 1 000 suppressions d'emplois. De fait, le plan social officialise 1 265 suppressions d'emplois (1 002 sur le site de Conflans-Sainte-Honorine, 185 à Lannion et 78 sur les chantiers itinérants). A partir de là, de multiples actions vont avoir lieu, tant en province qu'en région parisienne. Début novembre, la voie ferrée Saint-Lazarre/Mantes/Pontoise est bloquée par le personnel de L.T.T. ; une intervention des travailleurs a également lieu, quelques jours plus tard, lors de l'inauguration de la société Telspace (transmissions spatiales).



Début janvier, l'opération « ville morte » se prépare à Conflans-Sainte-Honorine, cette opération se concrétisera dès le 14 janvier 1985 : la ville est complètement coupée du reste de la France ; des barrages routiers, ferroviaires et fluviaux empêchent la libre circulation, les magasins sont fermés, la plupart des usines ne fonctionnent plus, etc.

Le 19 janvier, la mairie de Conflans (1) est occupée par les travailleurs de L.T.T., avec séquestration du P.D.G. de L.T.T., M. Imbert. Le 25, à Lannion, des manifestants se barricadent dans la tour hertzienne et y font brûler des pneus. Ils seront délogés quelques heures plus tard par les C.R.S.... Le 29 janvier 1985, lors du comité central d'entreprise, la direction effectue un constat de carence des élus (alors que ceux-ci n'avaient pas voulu entrer en raison de la présence des forces de l'ordre) et en profite pour déposer son plan social et industriel à l'inspection du travail. A l'heure où ces lignes sont écrites, un nouveau comité central d'entreprise aurait dû se tenir, mais dont les conclusions ne nous ont pas encore été communiquées... A suivre, donc.

Liliane

(1) *Dont le maire est M. Rocard !*

LES COLPORTEURS SE REGROUPENT

DEPUIS quelque temps, les vendeurs de journaux à la criée ont créé un « comité de lutte » et se sont regroupés en association (loi de 1901), l'Association de défense des droits des colporteurs de presse (A.D.D.C.P.), afin d'être partie prenante dans les réalités et les évolutions de la profession, mais surtout afin d'obtenir des N.M.P.P. (1) un statut juridique clair.

Ils sont environ une quarantaine sur Paris, hommes et femmes de diverses nationalités, sans couverture sociale (ni feuille de paye, ni sécurité sociale, ni droit aux stages de formation et aux ASSEDIC), à diffuser la presse quotidienne et hebdomadaire à travers les rues et les différents lieux publics dans des conditions plus que précaires. Leur commission de vente est fixée à 28% pour la presse quotidienne et 25% pour la presse hebdomadaire, avec ce détail supplémentaire que les vendeurs sont obligés de régler à l'avance les journaux, et par-là même de faire une avance allant de 400 F à 800 F. Leurs gains journaliers varient de 50 à 200 F, pour des journées de travail pouvant atteindre 10 h.

Par le biais de l'association A.D.D.C.P., les vendeurs à la criée entendent donc, non seulement, lutter pour la défense de leurs droits juridiques, mais également pouvoir négocier auprès des N.M.P.P. au même titre qu'un syndicat (2) l'avenir de la profession (les N.M.P.P. prévoient, en cas de fermeture du Guichet, que les distributions de journaux soient faites par des chefs camelots à des pourcentages moindres, entraînant une baisse d'un quart du revenu).

L.F.

(1) Nouvelles messageries de la presse parisienne.

(2) *Le syndicat C.G.T. des diffuseurs de presse préfère défendre les intérêts des gros kiosques qui ne veulent pas de la concurrence des colporteurs.*

NOUVELLES MESURES SOCIALES

APRÈS les départs en préretraite, les contrats de solidarité, les dernières mesures sociales en vigueur dans les Caisses primaires d'assurance maladie (C.P.A.M.) de Paris sont arrivées. C'est ainsi que tous les agents en arrêt de longue maladie ou en invalidité, absents de leur service d'affectation depuis au moins 3 ans, ont reçu une lettre de la direction de la C.P.A.M. de Paris les avisant de leur radiation des effectifs.

Non content de revenir sur des acquis, on peut apprécier la façon déguisée de procéder à des licenciements et de faire faire des économies à la Sécurité sociale. Cela, après avoir diminué le taux de remboursement de la majorité des médicaments et supprimé certaines rentes d'invalidité.

Mais il est vrai qu'il ne faut pas se plaindre, nous, les fonctionnaires (ou assimilés, en l'occurence), comme dirait un certain abbé ! Celui qui ne s'adresse qu'aux « pauvres » pour donner au plus pauvres, sans jamais remettre en cause ce système qui produit ses « nouveaux pauvres ». « Nouveaux pauvres », comme nouvelle droite, nouveaux chrétiens, nouvelle merde qui ressemble étrangement à l'ancienne ! Nous sommes les « nantis » à 3 400 F par mois.

Mais ne désespérons pas, on pourra peut-être, bientôt, se foutre sur la gueule avec les méchants, les autres. Avec un peu de chance même, on se fera estropier, invalides ! Et nous reviendrons travailler dans l'administration dans ces emplois réservés pour nous, les déchets que produit l'héroïsme de nos chers bouchers ! Ce qui est beaucoup mieux que d'avoir un accident grave, une maladie avec complications qui nous feront foutre à la porte pour notre négligence. (Ah, mais !).

Gardons confiance, il y aura bientôt de prochaines élections pour en essayer des « qu'on-ne-connaît-pas »... Mais lesquels, au fait ? Avant de se faire complètement expulser de l'outil de travail, on pourrait peut-être se le réapproprier ?

Gérard

RESTRUCTURATIONS DANS L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

L'INDUSTRIE électronucléaire, jusqu'à maintenant considérée comme l'industrie française de pointe, est aujourd'hui, à son tour, après la sidérurgie et la métallurgie, en pleine restructuration. Deux mille six cents suppressions d'emplois prévues chez Framatome, 4 400 chez Alsthom et, environ, 45 000 dans les entreprises sous-traitantes.

Cette « mutation » est en fait le résultat du ralentissement du programme nucléaire français, qui comprenait à l'origine 6 tranches par an, alors que les prévisions actuelles de construction sont basées sur une seule tranche. Parallèlement à ce problème de baisse du marché intérieur, l'exportation, sur laquelle comptait l'industrie électronucléaire, est également en difficulté : les pays riches ayant leur propre technologie, quant aux autres pays, les industriels français se heurtent à un marché soumis à une forte concurrence.

Les premières retombées de cette restructuration se sont concrétisées à l'usine de Jeumont-Schneider où un plan social a été annoncé au comité central d'entreprise, le 14 février 1985. Les réactions ne se sont pas faites attendre : le personnel s'est mis en grève avec un taux de participation avoisinant 100%. Il est en effet question, dans ce plan social, d'un sureffectif de 1 193 personnes sur un total de 2 948, soit environ 40% du personnel actuel, avec un étalement des départs s'échelonnant sur 30 mois (soit 559 en 1985, 361 en 1986 et 273 en 1987). De plus, même si la direction se refuse à parler, pour le moment, de licenciements, il n'en reste pas moins que si l'on tient compte des départs en préretraite dans le cadre de la convention F.N.E. (1), de ceux des frontaliers belges de plus de 55 ans (2), il restera encore environ 800 départs à « négocier ».

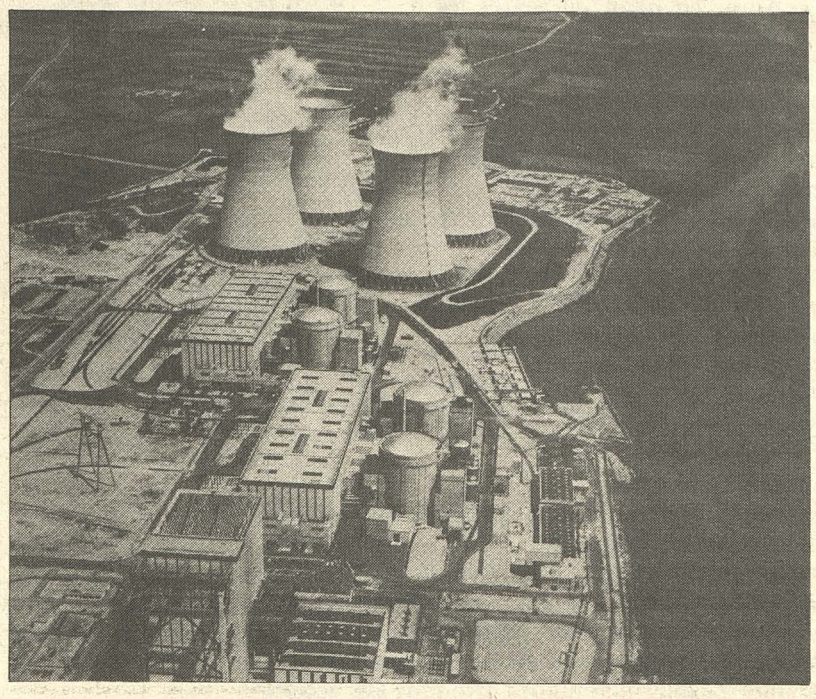
Notons que déjà en 1984, environ 1 500 personnes ont été mises en chômage partiel de l'ordre de 20% (une semaine par mois), ce qui tend à prouver que la crise qui commence à sévir dans l'électronucléaire était prévisible.

Il est d'ores et déjà clair que, tant que les industries électronucléaires ne se seront pas converties et diversifiées, Jeumont-Schneider ne sera pas un cas isolé et que les autres entreprises telles Alsthom et Framatome (entre autres) auront à faire face à de nombreuses suppressions d'emploi.

L.F.

(1) *Fonds national pour l'emploi.*

(2) *L'usine de Jeumont est située dans le nord, près de Maubeuge.*



MÉDECINES « PARALLÈLES » PROPOS AIGRES-DOUX

Il y a un mois, le parquet de Nanterre faisait procéder à la saisie du matériel de fabrication de l'Institut Solomidès dans le cadre d'une information pour exercice illégal de la pharmacie.

Les médecines « différentes » ou « parallèles » se voyaient à cette occasion replacées sous les feux de l'actualité. Partisans et adversaires des méthodes « non orthodoxes » de prévention et de traitement s'affrontent aujourd'hui encore à longueur d'éditoriaux et d'émissions télévisées.

Force est de constater que l'intérêt du « commun des malades », souvent invoqué de part et d'autre, n'est pas toujours à l'épicentre des débats. D'autres intérêts, financiers et politiques, donnent à la polémique une vigueur qui n'a rien de scientifique et contribuent à brouiller les cartes.

La situation

De nombreuses personnes (1) atteintes de maladies graves font appel, au stade ultime de la maladie, aux médecines dites « parallèles ». Les nouveaux traitements prescrits (et suivis par ceux qui, au seuil de la mort, espèrent encore) n'ont jamais été expérimentés officiellement et n'ont reçus, bien entendu, aucune autorisation de mise sur le marché (voir encadré concernant les autorisations de mise sur le marché). N'étant pas vendus en pharmacie, les produits nécessaires aux traitements sont distribués — des laboratoires aux patients — par le biais d'associations de malades « traités » par ces méthodes et convaincus de leur efficacité.

Les plus connus de ces produits, les Physiatrons synthétiques du Dr Solomidès (décédé il y a cinq ans) sont prescrits aux malades par quelques centaines de médecins de par le monde, notamment pour les cas de cancers et de scléroses en plaques (30 000 ampoules vendues chaque jour).

Jusqu'au 15 janvier dernier, aucune mesure répressive d'envergure de la part des pouvoirs publics n'avait rompu le *modus vivendi* qui s'était instauré depuis quelques années. Pour tout dire, une certaine tolérance était observée sur le terrain vis-à-vis de ces méthodes illégales ou à la limite de la légalité. Tolérance agressive pourtant.

Ainsi de nombreuses plaintes ont été déposées, rarement par les malades, dans la quasi totalité des cas par l'Ordre des médecins (2) ou par celui des pharmaciens. Des dizaines de professionnels ont été poursuivis et/ou radiés pour avoir prescrit des traitements non reconnus officiellement. Les campagnes de presse se sont succédées, dénonçant « guérisseurs » et « charlatans ». L'on vit même des journaux tels *Le panorama du médecin*, *Libération* et le *Quotidien de Paris* faire cause commune pour « en finir avec les nouveaux Dr Miracle ».

Il faudrait une dose certaine de naïveté pour ne voir en cette guérilla qu'un affrontement d'écoles. Ainsi, l'industrie pharmaceutique qui a investie des sommes non négligeables dans des méthodes et du matériel lourds (qu'elle tient à tout pris à amortir) voit d'un très mauvais œil l'apparition et le développement de méthodes « douces » ou « naturelles » à moindre coût... Pour les businessmen de la pharmacie, le choix ne se situe pas entre médecine douce et médecine dure, mais entre investissements rapides et profits immédiats. De nouvelles méthodes ? Pourquoi pas, mais il faut concilier l'intérêt immédiat en préparant la reconversion.

La corporation des médecins (dont la crédibilité est en chute libre auprès d'une population chèrement mise à contribution), elle, s'accroche au monopole de l'exercice de la profession autant qu'aux privilèges que confère encore le statut d'« érudit spécialiste de la santé ».

En outre, dire que cette corporation, du moins sa représentation officielle, tire des avantages... substanciels de ses rapports « amicaux » avec l'industrie pharmaceutique n'est qu'un secret de polichinel. L'utile à l'agréable, dit-on... De manière générale, la « lutte contre le cancer » — pour employer un terme englobant — est une industrie qui se porte bien, elle. Les fonds recueillis, entre autres, grâce aux associations de malades pilotés par les « mandarins » de la médecine et les industriels de la pharmacie finissent... chez qui de droit.

Du côté des « novateurs », la situation n'est pas très claire non plus, car charlatans de tout poil, escrocs et illuminés, ont profité du flou entretenu sur la situation pour se mêler aux chercheurs et aux médecins sérieux. La situation pourtant n'est pas inextricable. L'expérimentation officielle des médecines parallèles par des instances indépendantes des groupes pharmaceutiques et corporatistes devrait permettre d'y voir plus clair.

De toute évidence, un autre rapport à la santé, à la médecine, s'instaure. D'autres méthodes apparaissent, plus saines, moins coûteuses. Laisserons-nous financiers, charlatans ou notables se partager les morceaux ? Assurément non ! Notre peau en dépend...

L.H. et « Aigre-douce »

(1) *Cinquante pour cent d'après un rapport officiel.*

(2) *Créé par Philippe Pétain, rappelons-le, qui supprimait du même coup le diplôme d'herboriste.*

SUR LES AUTORISATIONS DE MISE EN VENTE

LE coût de mise en vente sur le marché de chaque nouveau médicament s'élève à 100 millions de francs minimum (1). Sur cette somme, on a laissé entendre que 60% revenait aux contrôles nécessaires pour l'obtention de l'Autorisation de mise sur le marché (A.M.M.). On pourrait en déduire que 60% revenait au secteur public puisque les contrôles sont effectués en services hospitaliers. Il n'en est rien.

Ces 60% sont le prix à payer par les laboratoires aux grands patrons qui veulent bien se charger de faire, dans leur service, les examens nécessaires sur les malades. La somme, décidée au « pifomètre », est répartie entre le patron et ses collaborateurs. Dans bien des cas, la plus grande partie, voire la totalité, tombe dans la poche du grand patron. Au mieux, on se sert de l'argent pour acheter des appareils que le budget de l'hôpital ne permet pas d'acquérir. Pourtant, aucune loi n'oblige le service à demander une quelconque rétribution.

Tout le monde, au ministère, à la commission chargée des A.M.M., dans les hôpitaux, est au courant de ces pratiques. On y fait allusion... en privé, mais rarement devant les caméras de télévision ! Un petit détail, le prix demandé par le ministère pour la délivrance de l'autorisation est de... 2 500 F.

(1) *Francs lourds, bien sûr. Ce chiffre, suivant les cas, peut être multiplié par 5 ou 6.*

PARIS 19e LE PARTI SOCIALISTE DÉCOUVRE LE F.N.

APRÈS l'élection de Mitterrand, en 1981, les militants socialistes étaient pratiquement invisibles dans le XIXe arrondissement, sur le terrain des luttes. Ainsi, au moment de la marche des Minguettes, en 1983, un grand nombre d'associations et d'organisations politiques s'était regroupé autour du collectif antiraciste du XIXe.

A l'époque, pour le Parti socialiste local, il était inconcevable que les réunions se tiennent dans une maison squattée par les Occupants-rénovateurs alors que justement ce lieu avait été privilégié par les associations et organisations, en raison de sa neutralité politique. Le P.S. du XIXe avait alors invoqué le prétexte fallacieux de ne pas vouloir être impliqué dans la démarche des squatts associatifs pour se retirer du collectif. Depuis, les militants du P.S. de l'arrondissement n'ont plus jamais refait surface au niveau des luttes antiracistes... Jusqu'au dimanche 10 février 1985, où les habitués du marché de la place des Fêtes ont eu la surprise de voir placardées aux alentours du marché des affiches du Parti socialiste dénonçant les provocations d'une cinquantaine de nervis du Front national (1).

De même, une distribution de tracts, avec A. Billon et M. Escutia (2) en personnes et une dizaine de militants (la rose à la boutonnière !), avait lieu sur le marché, sans aucune concertation avec les autres organisations et associations présentes depuis longtemps sur celui-ci. Cette présence inopinée et soudaine sur le terrain des luttes antiracistes et antifascistes serait-elle la conséquence de l'enjeu électoral que représentent les prochaines élections cantonales ?

Roland
Gr. Pierre-Besnard

(1) *Voir « Monde libertaire » n° 562.*
(2) *Députés du Parti socialiste dans le XIXe arrondissement.*

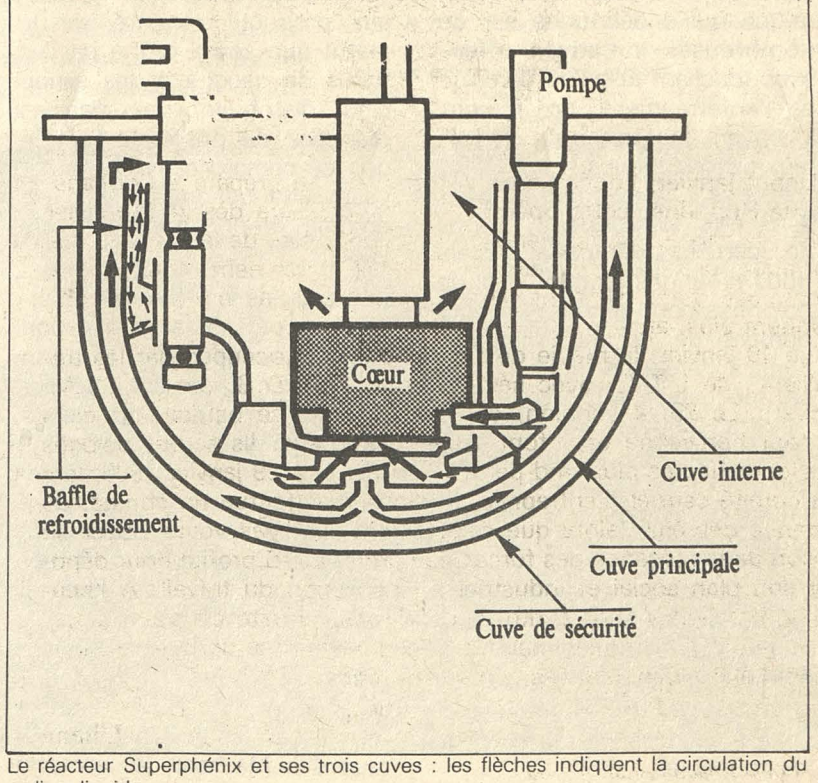
SUPERPHÉNIX FAIT DES VAGUES

GRANDE inquiétude chez les constructeurs du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville : lors des essais commencés il y a quelques mois, quelques « complications » non prévues dans les calculs et les « simulations » sur maquettes sont apparues qui risquent de différer considérablement la mise en route du plus puissant réacteur du monde.

Les calculs des techniciens prévoyaient bien, sur le papier, une certaine vibration des baffles de refroidissement (voir croquis) lors du fonctionnement du réacteur... Mais la réalité dépasse la fiction : les baffles vibrent anormalement, alors que le débit n'a été poussé qu'à 70% de la puissance maximale. Mais, il y a plus grave : ces vibrations se transmettent à l'ensemble du système de refroidissement, provoquant ainsi des vagues à la surface du sodium liquide utilisé comme liquide de refroidissement.

A pleine puissance, l'acier des cuves risquerait de ne pas résister à cet effort supplémentaire, ce qui accroîtrait d'autant les dangers de fuite. En attendant que les techniciens se remettent à leur calcul , voilà un incident qui ne peut que conforter les thèses des antinucléaires !

Liliane



Le réacteur Superphénix et ses trois cuves : les flèches indiquent la circulation du sodium liquide.

THIERRY MARICOURT DE LA CELLULE 204 C

LA désobéissance est le crime des crimes. Parce qu'elle peut remettre énormément de choses en question. S'insoumettre à l'armée est une des formes de désobéissance les plus cinglantes puisque l'armée, outre son rôle de machine de guerre, est surtout une institution garante de la stabilité de l'Etat. Et nous savons pertinemment que l'Etat, de par sa structure, ne peut se montrer que réactionnaire, et de ce fait répressif.

Et la répression s'abat. Condamné l'an dernier à six mois de prison ferme pour « insoumission en temps de paix », me voici incarcéré à la maison d'arrêt d'Amiens depuis le 6 février. Profondément allergique à tout uniforme, avec les nombreux gardiens je suis servi ! Heureusement, toutefois, les détenus ont désormais le droit de garder leurs vêtements civils. Une goutte d'eau !

Ma cellule est spacieuse : imaginez dix mètres carrés à partager entre deux ou trois détenus. Il s'agit d'aimer la promiscuité et de ne pas redouter la claustrophobie ! Ici, une heure et demi ou deux heures de promenade, chaque jour, nous sont grâcieusement accordées. Chaque jour, nous avons le plaisir de découvrir une cour boueuse, grise et sale. Les arbres ne poussent pas dans les prisons.

Je n'oublierai pas de parler des barbelés, autour de la cour. Ni des barreaux ornant la fenêtre de la cellule, et qu'un gardien frappe d'une barre de fer, une fois par jour, afin de vérifier que nul ne tente une impossible évasion.

Malgré le charmant accueil des gendarmes, puis du directeur de la prison, malgré l'invitation, très cordiale, à séjourner six mois à l'intérieur de ce superbe hôtel, je décline la proposition et je demande ma libération.

Pour accélérer ma libération, je suis en grève de la faim depuis mon incarcération, c'est-à-dire le 6 février. Je tiens à réaffirmer que je n'accepterai pas de porter l'uniforme militaire. Je n'apprendrai pas à donner la mort, au nom de la Patrie, idéologie imbécile et meurtrière. N'en déplaise aux chefs de tout bord, je suis responsable et n'accepterai d'ordre de personne. Faut-il mettre sa vie en jeu pour ne pas être considéré comme un objet ?

J'attends toujours d'être transféré à Fresnes, ce que j'ai demandé au directeur de la prison dès mon arrivée. D'après lui, il n'y a pas de problème, la prison d'Amiens est surchargée (500 détenus pour 250 places), et je devrai déménager d'ici peu.

J'espère que tout va bien pour vous. Il est possible de m'écrire ici. En cas de transfert, le courrier suit. Mais n'oubliez pas, le courrier est lu.

Avec mes amitiés

Thierry Maricourt

EXIGEONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE

En exerçant un harcèlement téléphonique ;
En envoyant des télégrammes de pression à :

- **ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. cabinet du ministre : 261.55.85.**
- **ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. de la direction des affaires juridiques : M. Cailleteau au 555.95.20.**
- **Directeur de la maison d'arrêt d'Amiens.**

Pour les télégrammes, faites-nous parvenir une photocopie. Pensez aussi à soutenir le moral de Thierry en lui faisant parvenir lettres, revues, journaux à l'adresse suivante : Thierry Maricourt, matricule 10 061, maison d'arrêt, 85, avenue de la Défense-Passive, B.P. 3005, 80030 Amiens cedex.

Vous pouvez également participer au comité de soutien à Thierry Maricourt en nous écrivant au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien

SOLIDARITÉ DES ÉTATS

ACTUELLEMENT, sept Italiens sont incarcérés : G. di Guiseppe (qui est en prison depuis juillet 1984), E. Fedele (août 1984), G. Frau, D. Pastore, F. Maietta, M. Sandrini et le dernier, arrêté vendredi après-midi, S. Tornaghi. Ces militants représentent les différentes composantes qui ont agité, dynamisé le conflit social pendant deux décennies en Italie, à travers une multitude d'actions tant sur le terrain des usines que sur celui du logement, des auto-réductions, sans oublier le processus de violence de masse. Une dynamique qui a débouché sur de nombreuses initiatives offensives touchant jusqu'au domaine de l'enfermement, notamment à travers la fermeture d'hôpitaux psychiatriques.

Bien sûr, des critiques peuvent être formulées à propos de certains dérapages, mais nous n'aurions jamais assez de colonnes pour décrire le cheminement de ce mai rampant. Face à l'urgence d'une réponse adéquate à l'Etat socialiste, il paraît inutile pour l'heure d'appréhender le problème des extraditions par le biais de séparations idéologiques. Sans pour autant évacuer la réalité de de l'affrontement, nous ne pouvons retenir maintenant cette méthode, car nous donnerions naissance à une distinction-division entre les bons et les mauvais qui ne tarderait pas à devenir : les innocents et les coupables.

Nous savons parfaitement que l'Etat (pour l'heure, avec l'étiquette socialiste) ne reculera que devant la détermination du mouvement social, seul capable d'enrayer le processus de criminalisation de tous les gestes de luttes. En Italie, on est avec l'Etat ou avec les terroristes. Tous les partis politiques, de la droite à la gauche, n'ont eu comme recours pour assurer la survie du capitalisme italien que l'installation d'un Etat d'exception, avec sa cohorte de lois scélérates, ses juges investis des pleins pouvoirs pour rétablir le processus productif et pérériser le statut quo social prôné par les partis de gauche et les syndicats, distribuant des dizaines d'années de prison, créant le délit de complicité morale, autorisant une période de dix ans comme emprisonnement préventif...

A ceux de la « Mémoire courte », rappelons la pacification de la gauche dans le tissu social avec l'augmentation des effectifs policiers, du fichier anti-terroristes, du quadrillage des cités dortoirs, du couvre-feu instauré pendant plus d'une semaine à Virieux pour écraser et criminaliser la lutte des sidérurgistes, les lois anti-immigrés, les extraditions de trois Basques vers un pays qui s'apprête à grâcier les militaires condamnés pour leur tentative manquée de coup d'Etat, l'assassinat d'E. Machoro, les contacts avec Pik Botha (ministre des Affaires étrangères sud-africain). Encore le double discours qui ne peut que sensibiliser les vestiges délabrés de l'Internationale socialiste.

Il serait aberrant de revendiquer une quelconque ligne de conduite de la part de l'Etat pour respecter des engagements qui sont depuis longtemps dans les poubelles de l'histoire. Le système marchand n'a que faire des balbutiements humanistes, l'extension du système judiciaire européen suit inévitablement le système économique européen, la solidarité des Etats est réelle par delà leurs différences verbales, les libertés restent du bluff propagandistes. Peut-être que l'époque des Sacco et Vanzetti n'est plus, mais tâchons de la faire revivre à travers notre détermination face aux tentatives de normalisation de l'Etat. Les réfugiés en France, de quelque nationalité qu'ils soient, ne doivent pas servir de monnaie d'échange. Chaque extradition est une défaite du mouvement, les militants italiens présents à Paris ne doivent pas rejoindre les quelques 4 000 prisonniers politiques italiens.

François
Gr. des Hooligans

Pour tout contact sur ce sujet : groupe des Hooligans internationaux, librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

ENCORE DES INSOUMIS EN PRISON

APRÈS Patrick Aguiar, incarcéré depuis septembre 1984, c'est maintenant à Thierry Maricourt de subir l'épreuve de la prison, et ce n'est pas fini. En effet, insoumis en cavale depuis plus d'un an, je compte, comme Thierry, me livrer à la justice. Mais attardons-nous un peu sur mon itinéraire et sur les raisons qui m'ont poussé à m'insoumettre.

Je m'appelle Christian Frigoult ; fin janvier 1984, je reçois un ordre de route m'indiquant que je dois me rendre le 1er février suivant à la caserne de Soisson. A cette époque, il n'est pas question d'insoumission, non pas que je sois pro-militariste, mais que voulez-vous, on est bien « obligé d'y passer »... En me rendant à la gare, les questions commencèrent à me harceler (« Pourquoi m'oblige-t-on à sacrifier un an de ma vie pour l'armée ? », « A quoi cela sert et à qui, de faire le service militaire ? »). C'est ainsi que je comprends qu'il m'est impossible de subir un an de brimades ; je me retrouve donc sur le quai, seul, une force « irraisonnée » m'ayant empêché de monter dans le train.

Sur les conseils des militants du C.A.I.O., dans l'optique de la lutte pour l'obtention du statut à tout moment, je décide le 12 février d'envoyer une demande de statut d'objecteur de conscience. Le 22 juin exactement, le ministère de la Défense décide de me refuser le statut pour cause de forclusion. De plus, mes parents apprennent, au cours d'une des nombreuses visites des gendarmes, qu'un mandat d'arrêt est lancé contre moi depuis la mi-juillet.

Si, au départ, mon refus du service national fut viscéral et irraisonné, il n'en est plus de même aujourd'hui, car mon acte d'insoumission n'a plus pour but de me soustraire aux obligations militaires mais bien de remettre en cause cette institution meurtrière et avilissante qu'est l'armée. Il est inutile, je pense, de vous rappeler qu'un soutien effectif est nécessaire pour éviter que les juges ne s'acharnent sur moi, comme ils l'on fait pour Patrick Aguiar (15 mois de prison ferme). Pour tout contact, vous pouvez vous adresser à : Comité de soutien à Christian Frigoult, c/o « Objections », B.P. 10, 75261 Paris cedex 06.

Christian Frigoult

SQUATTERS EN PROCÈS

LE mercredi 13 février 1985, les squatts associatifs étaient de nouveau dans le box des accusés pour l'affaire de la rue des Dûnes. Rappelez-vous, le 23 décembre 1983, un immeuble occupé la veille par les occupants-rénovateurs était violemment expulsé par les C.R.S., la porte enfoncée à coup de bulldozer (voir M.L. n° 511 et 512 de décembre 1983).

Sur les vingt-cinq personnes interpellées, trois seulement se retrouveront inculpées, dont deux de « fabrication et détention d'engins incendiaires » et le troisième de « rebellion aux forces de l'ordre ». Les autres bénéficieront d'un non-lieu. Le 20 juin 1984, le procès devait avoir lieu, mais la justice ayant « égaré » le dossier, il est reporté *sine die*. Le dossier sera retrouvé plus tard dans... les toilettes du palais de justice (voir M.L. n° 544).

Violences policières rue des Dûnes le 23 décembre 1983.

Un an et demi après l'expulsion de la rue des Dûnes, Frédéric Joyeux, Claude Hammouche et Daniel Cambois repassaient donc en procès. Ce fut une fois de plus l'occasion pour les squatts associatifs d'en faire une tribune sur la question du logement dans la capitale. A la barre se sont succédés les différents témoins de moralité : Jean-Claude Rohé, représentant la C.G.L. (Confédération générale du logement), qui a dénoncé la violence policière et la crise du logement (« On décore aujourd'hui l'abbé Pierre, ancien squatter, et on veut en emprisonner d'autres ! ») ; Serge Depaquit du P.S.U., et des squatters associatifs.

Le procureur a réclamé un an ferme pour Claude et Daniel (pour les « engins incendiaires »), refusant de voir le contexte pour se limiter aux faits, et a demandé quatre mois ferme pour Frédéric considéré stupidement comme « meneur ». Le jugement sera rendu le 27 février prochain. Le ***Monde libertaire*** continuera évidemment à suivre cette affaire.

Martine
Gr. Libertad

LE COLONIALISME « NEW-LOOK »

ON aurait bien voulu nous le faire oublier ; heureusement la révolte du peuple kanak a déchiré le voile : la France socialiste reste une puissance coloniale bien décidée à ne pas lacher les dernières miettes d'un empire disloqué.

Si, dans les anciennes possessions africaines, l'impérialisme bleu-blanc-rouge s'exerce d'une manière subtile et « moderne », les départements et territoires d'Outremer (D.O.M.-T.O.M.) subissent directement le joug de l'Etat métropolitain. Concrètement, quels sont les aspects et les mécanismes de ce colonialisme en 1985.

Les institutions

A deux types de colonisation, correspondant à deux périodes historiques, ont abouti deux statuts juridiques différents : les D.O.M. et les T.O.M.

Les D.O.M. sont des colonies de peuplement et d'exploitation. En effet, sur ces territoires, l'absence de population indigène (Ile de la Réunion) ou son extermination rapide (tribus Caraïbes de la Martinique et de la Guadeloupe) et un riche potentiel économique ont entraîné l'organisation massive de la traite des Noirs (esclavage). Ce sont leurs descendants qui composent aujourd'hui la grande majorité de la population locale et la masse des exploités.

Dans les D.O.M., la structure administrative est celle de la métropole. Idem pour l'organisation judiciaire, l'enseignement ou la sécurité sociale — du moins en théorie. Car, derrière ce statut fictif d'égalité juridique D.O.M. et métropole, se cache la réalité d'une écrasante domination politique. Ainsi le préfet d'un département d'Outre-mer possède-t-il des pouvoirs exhorbitants : fixation du prix de la canne à sucre et du salaire horaire (Guadeloupe) ; mutation d'office de fonctionnaires « troublant l'ordre public » ; interventions frauduleuses lors de mascarades électorales ; répression féroce par C.R.S. interposés, etc. Notons, au niveau législatif, une restriction « curieuse » : « Une loi adoptée pour la métropole ne répond pas forcément aux besoins des départements éloignés... ». De plus, le principe d'alignement du S.M.I.C. des D.O.M. avec celui de la métropole n'a jamais été respecté, alors que le coût de la vie y est supérieur.

Les T.O.M. sont des colonies d'établissement. Par opposition aux colonies précédentes, ces territoires conquis par la France au XIX[e] siècle, ne firent pas l'objet d'un peuplement massif car ils étaient occupés par une population autochtone. Une exception de taille : la Nouvelle-Calédonie, où se sont installés de nombreux Français sous l'impulsion d'une politique visant à mettre la population kanak en minorité (30 000 immigrants entre 1969 et 1976).

Le statut des T.O.M., défini par la Constitution de 1946 fondant l'Union française, puis par la Loi-cadre, est un système d'administration coloniale directe. L'assemblée territoriale élue et le conseil de gouvernement restent des parodies de pouvoir. C'est bien Paris qui décide ! Après l'indépendance des Comores et de Djibouti, ce système archaïque n'a survécu que dans quelques territoires de l'océan Pacifique. Comme par hasard, ce sont ceux où la France a le plus d'intérêts : Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

L'économie

S'il existe deux statuts juridiques, il n'y a en revanche qu'une réalité économique : l'exploitation et la subordination, avec la perpétuation de structures typiquement coloniales.

Ainsi, la Guadeloupe et la Martinique aux Antilles, la Réunion d'autre part, continuent à être victimes de la monoculture sucrière : le sucre constitue, avec

ses dérivés, le poste principal des exportations (84% pour la Réunion). A la Martinique, deux mille créoles (les Békés) ; à la Guadeloupe, trois groupes sucriers français détiennent au moins 75% des terres cultivables et toutes les usines. A la Réunion, 5% des gros planteurs produisent 70% du sucre et possèdent l'essentiel des terres en superficie et en qualité. Tous ces trusts et gros propriétaires bénéficient, bien sûr, de la totalité des principaux facteurs de production (engrais, machines agricoles, etc). Cette couche privilégiée de la population a la peau blanche, ou tout au moins le teint clair. A l'opposé, on trouve une masse rurale misérable à la peau foncée : tous petits propriétaires et surtout ouvriers agricoles.

En Nouvelle-Calédonie, après avoir parqué les Kanaks dans des réserves aux sols incultes, les colons se sont appropriés l'essentiel des terres les plus productives. Cent deux propriétaires caldoches se partagent ainsi 52% du gâteau, pratiquant un élevage intensif, conduisant l'île a une aggravation de son déficit alimentaire. D'où une dépendance accrue envers la métropole. Bien joué ! Le reste de la Nouvelle-Calédonie est dans les poches de la Société le nickel (S.L.N., groupes Rothschild et Elf-Aquitaine) qui a le monopole de l'extraction du minerai, « monoindustrie » de l'île. Le C.N.E.X.O. se charge, quant à lui, de l'exploitation sous-marine : les deux cents miles des eaux territoriales sont extrèmement riches en nodules polymétalliques.

L'absence de développement économique, stratégie adoptée par l'Etat français pour maintenir et accroître la dépendance, conduit une grande partie de la population active au chômage. Aux Antilles notamment, où toute tentative d'industrialisation est systématiquement sabotée (arrêtés préfectoraux venant à point pour garantir le monopole de tel ou tel groupe), la situation est catastrophique. Ainsi, la monoculture sucrière condamne-t-elle les ouvriers agricoles de la Martinique (75% de la population) à rester sans travail la plus grande partie de l'année. Aux Antilles comme à la Réunion, on compte 30% à 40% de chômeurs permanents. Pour éviter une explosion sociale, un nouveau réseau de traite des Noirs, officiel celui-là, a été créé en 1963 : le Bumidom (Bureau des migrations des D.O.M.). Au bout du voyage, c'est toujours, pour les 15 000 Antillais et Réunionais qui émigrent chaque année, l'exploitation et le racisme en plus.

En Nouvelle-Calédonie, neuf Kanaks sur dix sont sans emploi. Cependant, la survivances des structures traditionnelles communautaires a évité la saignée migratoire dans la jeunesse.

Situation stratégique

Dans les D.O.M.-T.O.M. comme dans les anciennes colonies d'Afrique, la France joue le rôle de chien de garde de l'impérialisme occidental et donc du capitalisme sous tous ses aspects (sociétés nationales ou multinationales). Dans l'océan Indien (Réunion), l'impérialisme français est un des gardiens de la route du pétrole. Les bases françaises, secondaires par rapport aux bases américaines, s'intègrent néanmoins dans le dispositif général de surveillance de la zone.

Aux Antilles, région sous le contrôle direct des Etats-Unis, la France doit se contenter de faire régner l'ordre dans ses colonies pour éviter toute contamination cubaine. On peut faire confiance aux C.R.S. de Fort-de-France, n'est-ce pas M. Mesmer ? Lors de son voyage-exhibition en Nouvelle-Calédonie, soulignant l'importance stratégique de l'île, M. Mitterrand souhaitait une modernisation et un agrandissement de la base de Nouméa. Conception bizarre de l'indépendance-association ! Plutôt une dépendance-obligation...

Quant à la Polynésie, pas de chance pour elle, c'est un laboratoire paradisiaque pour l'expérimentation nucléaire. Les Australiens, les Néo-zélandais et autres Papous de Nouvelle-Guinée peuvent bien continuer à gueuler. On est chez nous et on fait ce qu'on veut. D'ailleurs, le nucléaire n'est-ce pas propre ?

Cet exposé rapide du colonialisme français de 1985 ne prétend pas à l'exhaustivité. Les dominations politiques et économiques, essentielles bien sûr, s'accompagnent d'un arsenal d'humiliations véhiculé par l'impérialisme culturel. Cette destruction systématique des modes de vie et structures sociales traditionnelles, favorisée par une éducation à 100% française, s'imbrique de toute façon dans le vaste carcan de l'exploitation coloniale. On a ainsi habitué les populations locales à se nourrir avec des produits métropolitains, au grand profit des multinationales de l'alimentation et des spécialistes de l'import-export (toujours la minorité européenne). La France s'opposera toujours à la renaissance et au développement des cultures vivrières qui signifieraient la fin de son chantage : « Si on part, vous crevez de faim ». Dans les D.O.M.-T.O.M., comme dans tout le tiers monde, l'arme alimentaire et la dépendance organisée, constituent le plus sûr moyen de perpétuer l'« ordre » économique mondial actuel.

La France socialiste ne sera pas celle d'une nouvelle décolonisation, en douceur celle-là. Mitterrand, ministre de la France d'Outre-mer de l'après-guerre, avait déjà su se montrer un serviteur « intelligent » de l'impérialisme français : Loi-cadre Deferre, créations des « conseils » dans les colonies. L'alliance U.D.S.R.-R.D.A. (1) allait lui permettre de figurer dans tous les gouvernements successifs de la IV[e] République. En échange, plusieurs élus africains, formés à l'école capitaliste et européenne, ont eu droit, eux aussi, à leurs strapontins, en attendant mieux.

Aujourd'hui, avec le plan Pisani, il nous refait le même coup : statut bidon sauvegardant la totalité des intérêts français en Nouvelle-Calédonie. L'humanisme décrépi de Pisani servant de façade pour cacher l'essentiel : l'envoi de milliers de paras qui s'en vont rejoindre leurs copains en treillis de l'O.A.S. locale. Avant d'organiser tôt ou tard une immense chasse aux Kanaks !

Partout, de Nouméa à Pointe-à-Pitre, le même ordre colonial réprime aussi bien les syndicalistes de lutte de classes que les militants indépendantistes. Au-delà du soutien nécessaire, la meilleure manière de nous solidariser avec ces peuples en lutte est de poursuivre notre combat contre l'Etat et le capitalisme. Jusqu'à leur dislocation finale. Alors, avec l'avènement du socialisme libertaire cessera l'exploitation de l'homme par l'homme et donc d'un peuple par un autre.

Hervé
Gr. Libertad

(1) *R.D.A. : Rassemblement démocratique africain créé après l'ouverture du Parlement français aux partis nationalistes africains.*

Sources de l'article : livres et revues du Centre de documentation sur le tiers monde.

AFP

L'« ordre » colonial : des gendarmes, encore des gendarmes...

LA GRÉVE DES MINEURS TOURNE AU RALENTI

C'EST reparti de plus belle ! « La grève va se terminer cette semaine... », comme elle aurait dû le faire il y a 15 jours, 2 mois, 6 mois, etc. A l'origine de cette précipitation toujours renouvelée, les contacts informels, puis officiels de Norman Willis (secrétaire du Trade Union Congress, T.U.C.) avec Mc Gregor, président des Charbonnages britanniques. Le *Monde libertaire*, dans ses derniers numéros, faisait état de l'activisme forcené de Willis et des sept dirigeants de la Confédération intersyndicale auprès des deux parties en conflit. A-t-il fini de « ramer » comme une bête ? C'est ce que l'on veut nous amener à penser.

En effet, le comité exécutif du N.U.M. a reçu vendredi 15 février un document sur lequel il devra donner un avis. Celui-ci tient lieu de base minimale de discussions, proposant corollairement un échéancier de négociations. Il s'agit tout simplefait du résultat tiré des entretiens Willis-Mc Gregor dont a été éradiqué tout obstacle à un réglement négocié de cette grève qui n'en finit plus d'être longue. C'est du moins ce qui transparaît des commentaires provenant de sources « autorisées ». La vérité est toute autre !

On l'a dit ! Nous le répétons maintes et maintes fois : Thatcher ne veut pas négocier à l'amiable. Le frein est mis, l'obstruction est de rigueur, tant son désir d'en finir avec tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à une organisation de travailleurs est évident. Les mineurs paient les pots cassés et ne sont pas dupes de l'absence totale d'ouverture de la part du gouvernement.

Nonobstant la bonne volonté — feinte —, diplomatique, pourrait-on dire, du N.C.B., les positions demeurent les mêmes. D'un côté comme de l'autre. Ce document fait effectivement l'impasse sur les préalables à toute négociation, mais il revient, par voies détournées, à la charge. A savoir, que les directions locales du N.C.B. « ont le droit et le devoir de fermer les puits à faible rendement » ; mais le N.U.M. « a le droit de s'opposer aux propositions du Board (N.C.B.) visant à fermer les puits ». Ces messieurs sont trop bons ! Distribution de rôles inchangée donc. Il n'y a que Willis et le N.C.B. (et encore !) qui soient optimistes. Le refus catégorique de Mc Gregor de réembaucher les quelques 700 mineurs licenciés pour « infraction à la loi » se pose en obstacle. La confiance n'est pas de mise. Il n'y a rien à attendre de positif de ce côté-là.

Quant aux reprises du travail, les chiffres toujours gonflés des statistiques quotidiennes du N.C.B. sont à la baisse. S'il est vrai qu'il y a eu un nombre sensible de retours la semaine dernière, il n'en est pas exactement de même pour le moment. Le chiffre officiel fourni en fin de semaine est de 1 992 reprises. N'oublions pas, c'est un exercice hebdomadaire, de défalquer 20% sur ce total. Y sont, en effet, comptabilisé les absences pour congés, maladies, etc. Tout ce qui est à prendre est pris !

Les cantines gérées et animées par les Women Action Groop.

Etat de siège

L'émission spéciale sur Radio-Libertaire consacrée à cette grève de 11 mois a laissé paraître, au travers des interventions, si diverses soient-elles, la conscience clairement exprimée que cet affrontement est l'aboutissement d'une stratégie conservatrice.

Le « plan charbon », proposé par le N.C.B. et qui a déclenché la grève n'est, pourrait-on dire, que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. C'est tragique d'en venir à cette analyse, de plus en plus partagée, mais il faut en convenir. Le principe de non rentabilité des puits, les raisons économiques, pris dans leur sens le plus étroitement gestionnaire, sont fallacieux. Ce qui anime Thatcher, Mc Gregor, Tebbit est la volonté d'écraser, d'éliminer toute opposition organisée — ou non, d'ailleurs ! — de la classe ouvrière (se reporter aux émeutes de Brixton en mai 1981). La grève des mineurs n'est pas une grève strictement revendicatrice, de défense des acquis. Elle est politique. Le terme exact serait : idéologique.

L'idéologie d'une droite conservatrice, frayant avec l'extrême droite, des milieux ultra libéraux (chambre d'écho des thèses de Friedman, Hayek, Von Mises), pour qui la règle du « marche ou crève » justifie la liberté d'exploiter autrui. Les laboratoires où sont expérimentées leurs théories : Chili, Afrique du Sud, Etats-Unis, etc., nous donnent à voir quel chemin l'Angleterre des Tories est sur le point d'emprunter. Les expériences, heureuses ou désastreuses, servent de leçons. L'Irlande du Nord, en matière de contrôle des populations (écoutes téléphoniques, ouverture du courrier...), répression de toute agitation, en est l'exemple parfais. La mise en place de lois antisyndicales, raciales, discriminatoires ne montre ses effets et conséquences pervers et brutaux que quand arrive une période de tensions, de crise ou d'instabilité.

C'est ce qui arrive aux mineurs actuellement. Amèrement, cruellement, ils mesurent dorénavant la portée exacte des nouvelles lois entrées en vigueur au début du gouvernement Thacher. Une défaite des mineurs, même « honorable », signifierait certainement la mise au pas, pour longtemps, d'une grande majorité d'opprimés, d'exclus, par une caste qui n'aurait, tout compte fait, pas eu besoin d'une guerre ou de l'exercice d'un pouvoir absolu pour satisfaire ses intérêts.

Hervé

BILAN D'UN MEETING

LE bilan, provisoire, certes, du meeting de soutien aux mineurs britanniques en grève organisé le 14 février 1985 conjointement par la Fédération anarchiste et la C.N.T.-A.I.T. serait presque oblitéré par l'aspect financier du problème. Est-ce assez que d'insiter sur l'importance considérable de la solidarité pratique ? Il est à remarquer, dans ce cas, qu'elle fut grande ce soir-là et qu'au nom d'Ellis, d'Andrew et de Jacky, il faudrait remercier tous ceux et toutes celles qui y ont contribué.

Onze mois de grève pour arriver à un *statu quo* qui pèse autant dans les jambes que dans la tête ! Que ce soit pour Ellis, Andy ou Jacky, les raisons avancées pour le déclanchement de ce conflit tiennent davantage, c'est incontestable, au refus de voir crever des communautés entières, vivant pour et par le charbon, le refus de se voir traités comme des pions, produits finis, bon pour la casse, d'une production de masse.

Conflit économique, mais aussi culturel et idéologique. Peut-on mesurer la différence, sans cesse croissante, des valeurs qui animent les deux classes sans conclure inévitablement qu'elles amènent à ce genre de conflits ? Thatcher peut perdre cette grève. L'issue fatale en aurait été d'autant plus avancée si les maîtres qui nous faisaient les yeux doux, hier, n'étaient, aujourd'hui, les mêmes qui répriment à tout crin.

H.

LA DENTELIÈRE DU PUY

LA lecture de la presse bourgeoise a parfois du bon. *L'Expansion*, « 1er journal économique français », propose dans son dernier numéro, une interview de Ian Mc Gregor, le « croquemitaine des mineurs britanniques » (sic) comme l'appelle ce journal. Mc Gregor est tout en finesse. La collaboration de classe, l'intégration des organisations et appareils syndicaux à l'entreprise, les fonds salariaux ? Il ne connaît pas.

Il serait nécessaire de tout citer. L'ouvrage *Les patrons face à la gauche* de Hamon et Rotman, particulièrement médiocre par ailleurs, nous laissait deviner des patrons de choc pour qui l'antisyndicalisme est une profession de foi. Michelin, par exemple, pour ne citer que lui... Pour ce qui est de Mc Gregor, il s'agit d'une crapule d'une autre envergure puisqu'il tente d'écraser, sans faiblir, toute vélléité de révolte de la part du mouvement ouvrier qui subit ses assauts. Il a écrémé la sidérurgie britanniqu (grève de British Steel), l'industrie automobile (British Leyland, c'est encore lui !) et enfin l'industrie minière. Mc Gregor (qui fut le président d'une société charbonnière aux Etats-Unis, Amas) a défendu, selon ses propres termes, la compétitivité des entreprises qu'il dirigeait, puis est passé aux charbonnages, investi d'un mandat impératif : appliquer ses principes de gestion.

La crise est causée (il fallait le trouver) par l'attitude passéiste des syndicats : « Ce sont eux qui, en grande partie, sont responsables du chômage actuel. Les mineurs en grève, par exemple, ne sont que des égoïstes. En voulant à tout prix conserver leur emploi, quitte à extraire un charbon hors de prix, ils menacent la compétitivité de toute l'industrie britannique... » Etonnant, non ! On continue : « L'économie européenne ne s'en sortira qu'en retrouvant une saine division des tâches : que les entreprises gèrent, et que l'Etat assume les conséquences sociales » ! Le reste est du même tonneau. Les mineurs britanniques en grève ne nous envieront pas Bérégovoy, Fabius et consort !

Hervé

SALVADOR : ESCALADE DE LA VIOLENCE

L'AMORCE de négociations entre le gouvernement Duarte et les représentants de la guérilla avait laissé entrevoir, pour certains, un espoir de règlement du conflit. Aujourd'hui, tout est remis en cause. Récemment, Duarte a déclaré qu'il était improbable que les entretiens avec la guérilla reprennent à court terme. En effet, la démocratie chrétienne subit l'offensive de l'extrême droite qui considère ces pourparlers comme une trahison. Pour leur part, les Escadrons de la mort ont repris du service et ont déjà fait plusieurs victimes dans les rangs des proches de la présidence.

A l'Assemblée, la démocratie chrétienne affronte une opposition de plus en plus farouche de la part du Parti de conciliation nationale (P.C.N., droite) et de l'A.R.E.N.A. (extrême droite), majoritaires. Sous leurs pressions, le conseil central des élections a décidé, le 23 janvier, de reporter au 31 mars 1985 la date des élections législatives et municipales. Il s'agit, pour la droite, de gagner du temps afin d'éviter que le parti du président ne devienne majoritaire lors du prochain scrutin. Duarte, lui-même, a fait état de documents fascistes qui circuleraient dans les casernes, afin d'inciter les militaires à préparer un coup d'Etat.

Le climat politique devient de plus en plus tendu ; la possibilité d'une victoire électorale de la démocratie chrétienne et l'ébauche de pourparlers avec la guérilla ont provoqué de nombreux mécontentements au sein des milieux réactionnaires. L'extrême droite a ressorti de l'ombre ses Escadrons de la mort. Depuis le début de l'année, plusieurs fonctionnaires (le futur ministre de l'Agriculture, un dirigeant syndicaliste et l'un des plus proches conseillers du présidents) ont été abattus.

Plusieurs militants de l'Arena ont également été tués, victimes de la guérilla urbaine menée par le Front Clara-Elisabeth-Ramirez (groupe révolutionnaire qui a scissionné d'avec les Forces populaires de libération, organisation de la guérilla).

Dans l'est, les combats se poursuivent. La trève décidée par les insurgés, lors des fêtes de fin d'année, n'a pas été respectée par les forces armées. De plus, au début du mois de janvier, lors de l'attaque d'un relai de la radio nationale menée à San-Miguel par la guérilla, les militaires ont utilisé un avion de combat C.47 et deux hélicoptères, récemment livrés par les Etats-Unis à l'armée de l'air salvadorienne.

Comme il était prévisible, l'élection à la présidence d'un démocrate chrétien n'a nullement modifié la situation politique. Duarte se retrouve coincé entre les secteurs réactionnaires et la guérilla. Sa marge de manœuvre n'en devient que plus réduite au fil des semaines. Mais pouvait-il en être autrement : Duarte est en face d'une crise qui lui échappe et que seul Washington peut régler. Halte aux massacres des populations ! Non à l'ingérence des Etats-Unis !

Jean-Claude
Gr. Kropotkine

« VOIE LIBRE » EN ITALIE

NOUS publions ci-dessous le premier volet d'un article consacré à 10 ans de luttes anarcho-syndicalistes chez les cheminots. Il est nécessaire de souligner que la lutte menée actuellement par les anarcho-syndicalistes du rail est en quelque sorte l'héritière de toute une tradition anarcho-syndicaliste solidement ancréé depuis près d'un siècle parmi les cheminots.

« J'AIMERAI que ceux qui critiquent les cheminots et qui tiennent de beaux discours viennent voir dans quelles conditions nous sommes obligés de travailler. » Rini Ermini, 32 ans, dans les chemins de fer depuis 2 ans, s'enflamme aux critiques multiples dont sont victimes les employés de la F.F.S.S. (1), qu'on accuse d'indifférence vis-à-vis des usagers.

« Le problème du rapport avec les usagers, nous l'avons toujours affronté. Selon moi, la grande majorité des cheminots se dévoue pour assurer le bon fonctionnement du service. Si celui-ci est défecteux, la responsabilité n'est pas nôtre, mais est imputable aux mauvaises conditions de travail. Le principal responsable de cet état de choses est la bureaucratie qui de par ses mécanismes aberrants engendre des retards et des problèmes. »

Voilà plus d'une décennie qu'existe ce mouvement des cheminots anarchistes : un mouvement tout à fait informel, sans aucune règle organisationnelle (même si une Union des cheminots anarchistes n'est pas exclue). Dès les années 70, se sont tenues des réunions entre les anarchistes qui travaillent dans les F.F.S.S., et ce souvent en marge de certaines réunions générales du mouvement anarchiste (comme par exemple celle qui s'est déroulée à l'occasion de la rencontre anarchiste internationale de Venise). Les cheminots anarcho-syndicalistes ont tiré des brochures, et, durant une certaine période, un petit journal : *Rotaia Libera* (« Voie libre ») ; mais surtout, ceux-ci ont toujours été présents dans les luttes autonomes, souvent d'ailleurs en tant qu'initiateurs.

Une précision s'impose quant au terme « autonome » ; par ce vocable, on veut souligner le fait que ces luttes n'étaient pas subordonnées aux organisations syndicales officielles telles que la C.G.L. (Confédération générale du travail), le C.I.S.L. (Confédération italienne syndicale ouvrière), l'U.I.L. (Union italienne ouvrière), mais aussi au syndicat « autonome » F.I.S.A.F.S. (adhérent à la Confédération des syndicats autonomes, C.I.S.A.L.) qui est considéré par les cheminots anarchistes comme le quatrième syndicat officiel.

Le terme « autonome » est donc revendiqué dans son acceptation originelle, malgré les manipulations dont il a été l'objet. Ce n'est pas le fait du hasard si, il y a cinq ans, se développait un puissant mouvement de lutte dans les chemins de fer. La tendance libertaire (surtout à Turin) créait le Mouvement autonome de base (M.A.B.), qui représenta jusqu'en 1979 un point de référence. Felice Tansarella, chef de gare à Chivasso (Turin) retrace dans ces grandes lignes l'expérience du M.A.B. « Une quinzaine d'anarchistes et de libertaires ont réussi à imprégner une bonne partie du mouvement de lutte extra-syndicale d'une sensibilité libertaire, une pratique de lutte et un mode organisationnel basés sur l'action directe. » Maurizio souligne, quant à lui, l'importance de ces luttes qui ont marqué une étape importale. Finalement, elles furent récupérées par les syndicats réformistes, néanmoins elles se traduisirent par une augmentation salariale notable.

Le problème des mutations

En 1979, l'expérience du M.A.B. se terminait, et pendant quelque temps, des contacts furent maintenus entre les éléments les plus actifs de Turin. En 1981, les cheminots anarchistes furent parmi les animateurs du Comité d'agitation Case-Transferimenti (Logements-Mutations) qui concerne plus particulièrement les « immigrés » venant du sud de l'Italie. Ils sont des dizaines de milliers qui ressentent cruellement le problème du logement et celui, encore plus sensible, de l'éloignement de leur région d'origine. « Beaucoup d'entre eux, précise Felice, ne considèrent pas le syndicat comme le porteur et le défenseur de leurs intérêts. Nous, anarchistes et libertaires, en service à Turin, sommes en grande partie immigrés, telle est la raison principale pour laquelle nous avons apporté une grande contribution à ce comité d'agitation.

Après ce premier épisode, un clivage s'est fait en son sein : une tendance libertaire autogestionnaire qui visait le développement de groupes autonomes avec une structure assembléiste, et une tendance ancrée dans la vieille structure syndicale centralisée avec une direction centrale. A l'issue d'un débat, la tendance libertaire a prévalu et le comité d'agitation s'est doté de statuts basés sur la délégation provisoire du pouvoir, et sur des structures assembléistes. Depuis 1981 jusqu'à aujourd'hui, le comité d'agitation de Turin, avec certains organismes plus ou moins similaires de Milan (Union des cheminots), de Bologne, de Florence, a donné naissance à des luttes auxquelles 5 000 cheminots ont participé, avec des grèves, des cortèges ; une délégation a été reçue à Rome par le directeur général.

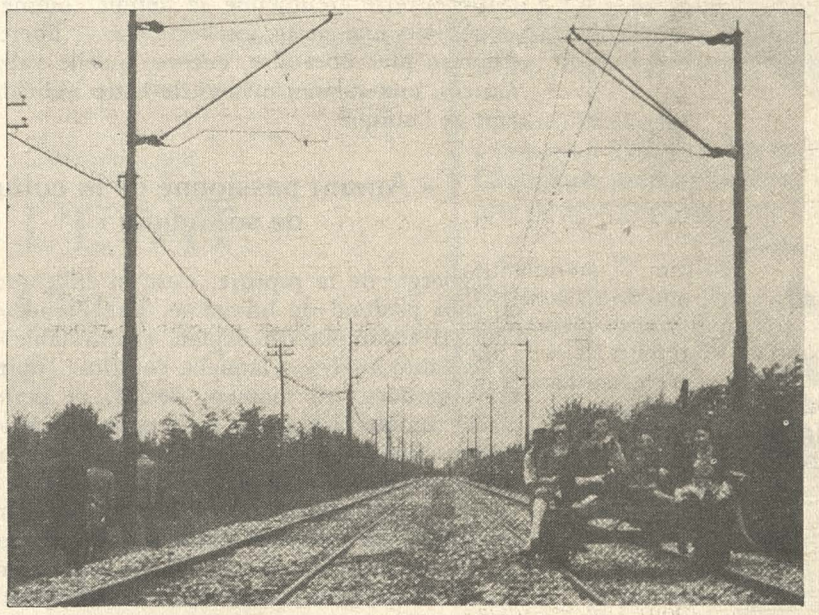
La réaction

Face à ce mouvement grandissant d'auto-organisation des cheminots, a eu lieu une réaction parrallèle et souvent conjointe de l'entreprise et des organisations syndicales officielles, avec des intimidations...

« Le point culminant de la tension entre nous et les syndicats, rappelle Felice, a été atteint à Turin, au mois de juin 1982, avec l'occupation par le comité d'agitation (C.A.) du siège de la F.I.L.T.-C.G.L. Le bilan de cette occupation fut des plus positifs tant du point de vue technique que du point de vue politique. Après douze heures d'occupation, nous avons ouvert le siège et une assemblée publique, avec la participation des syndicalistes, a eu lieu. La presse a donné un large écho à ces faits.

« Les cheminots présents ont évoqué le cas d'Enrico Caldara, cheminot du C.A., originaire de San Biago Platani (Agrigento), en service à Turin. Afin d'obtenir une réponse favorable à sa demande de mutation dans le sud, Enrico a fait en novembre 1983 une grève de la faim de quinze jours. L'entreprise n'a pas cédé, et a même menacé ce compagnon de graves sanctions. Les problèmes liés à l'immigration sont encore, aujourd'hui, à la base de la lutte des cheminots anarchistes de Turin. »

Quelle est la situation dans les autres sections ? « Dans les autres sections du Nord, précise Rino, la grande majorité des membres est constituée d'immigrés du Sud. En revanche, à Bologne et à Florence, la situation est différente ; la présence des immigrés, bien que forte, n'est pas prépondérante. Cela ne signifie pas que le problème des mutations soit moins ressenti : il s'agit d'un problème différent. Il y a beaucoup de cheminots (dans la seule section de Florence, ils sont plusieurs centaines) qui aspirent à une mutation à l'intérieur de la même section.



« En ce qui concerne les problèmes des immigrés méridionaux, il est évident que seul le développement de la voie ferrée au sud (avec par conséquent la création de nouveaux emplois) pourrait solutionner ces problèmes. Dans ce contexte, soulignent les compagnons, la lutte pour la satisfaction d'un besoin commun à des dizaines de milliers de travailleurs de la F.F.S.S. est liée inextricablement à celle pour le développement du réseau, tout à l'avantage des usagers.» Ceci n'est pas un problème minime : au bout du compte, l'enjeu en est la politique des transports qui, pendant des décennies, a vu la subordination des chemins de fer aux routiers.

Les syndicats ont constamment cautionné cette politique et c'est seulement tout récemment qu'ils ont changé de position. « Tandis que nous, fait remarquer Rino, nous avons toujours posé le problème avec la plus grande clarté, le liant à ceux plus généraux du chômage, du développement du Sud, des conditions de travail, etc.

Légalisation ou non ?

Inévitablement, les différents comités Mutations-Logements ont fini par se regrouper, en donnant naissance à une Commission interdépartementale de cheminots pour les mutations, dans laquelle étaient présentes différentes composantes politiques (des anarchistes à la gauche syndicale avec des positions réformistes). « Ensemble, nous avons préparé une plateforme avec nos différentes revendications, dit Felice, et nous l'avons présenté à l'entreprise ». Les points clés en sont : programmation pluriannuelle des mutations jusqu'à épuisement ; logements et cantines ; réduction du temps de travail (afin de favoriser soit l'emploi, soit la possibilité de mutation) et les libertés syndicales. Pour ce qui concerne le dernier point, Felice rappelle la situation turinoise : « Dans la mesure où c'est à l'entreprise qu'il revient d'accorder aux syndicats leurs sièges sociaux, les compagnons du C.A. ont contacté le directeur de la section afin d'obtenir eux aussi un lieu de réunion. La réponse fut négative.» A l'heure actuelle, un débat important se déroule au sein du mouvement : celui de la légalisation ou non des structures syndicales alternatives (comme le C.A.).

Maurizio précise que les compagnons de Turin ont élaboré un statut et l'ont ensuite présenté à l'entreprise, mais ils n'ont pas voulu faire d'autres pas vers une reconnaissance formelle du C.A. par la direction départementale. Dans d'autres cas, le comportement s'est révélé différent. Maurizio rappelle l'exemple de la Coordination nationale des travailleurs de l'école (C.N.L.S.) dans le cadre de laquelle de nombreux anarchistes étaient présents, et qui a choisi la voie de la reconnaissance officielle. Le débat, naturellement, reste ouvert. Parrallèlement à cela, d'autres débats sont évoqués : par exemple, celui relatif à la capacité d'appeler et d'organiser une grève.

« Tous ces problèmes, rapelle Maurizio, ont été débattus entre 1976 et 1979, lorsqu'il y a eu au niveau national une tentative organisationnelle des secteurs les plus avancés des transports. Le collectif de Gêne en fut à l'initiative, mais celui-ci ne fit malheureusement que vivoter avant de disparaître.

Le point néanmoins positif de ce mouvement est sa « durée ». Voilà presque dix ans que les cheminots anarchistes se retrouvent régulièrement, échangent leurs expériences, débattent, se coordonnent. Maurizio souligne ce qui est, à ses yeux, un point capital, à savoir le fait que les compagnons cheminots ont des positions théoriques différentes, mais que malgré tout, il est toujours possible de continuer à se retrouver, à tenir un dialogue ouvert et à travailler ensemble. Avec cependant une exception : les compagnons qui se sont investis exclusivement dans le syndicat, et qui misent tous leurs efforts sur leur présence dans le conseil des délégués. Avec ceux-ci, les contacts se sont perdus très vite ; eux-mêmes ayant renoncé à participer à la vie du mouvement des cheminots anarchistes.

« En tant que cheminots anarchistes, précise Maurizio, nous cherchons à maintenir un rapport entre toutes les composantes du mouvement anarchiste. Par exemple, durant la réunion que nous avons tenu à Venise, nous avons décidé de collaborer avec différentes publications : *Umanita Nova*, *Lotta di Classe*, *Autogestione* et *A. Rivista Anarchica*.»

Sur les moyens de lutte

Nous revenons sur le problème abordé précédemment, à savoir les rapports avec les usagers, en particulier le problème des formes de lutte qui entravent souvent davantage les usagers que l'entreprise. Maurizio fait une mise au point : « Plus que d'une autorégularisation, il faut parler de régularisation. Ceci dit, je suis absolument contre un quelconque discours d'autorégulation. Il faut se rendre compte du fait qu'il existe des formes variées de lutte avec des rapports de force différents. Il est évident que si, par exemple, je bloque un rapide ou un train qui transporte des marchandises, je fais quelque chose de bien différent qu'en arrêtant un train « peudorali » (train transportant quotidiennement les travailleurs du sud vers le nord, et *vice versa*). Dans un cas, je ne touche pas les usagers. Il y a quelques années, se sont déroulées des grèves F.I.S.A.F.S. contre lesquelles fut déclanchée une véritable campagne de presse, pour dénoncer le fait qu'il y avait des montagnes de légumes en train de pourrir. A mon avis, ceux-ci pouvaient très bien pourrir sur place, vu l'enjeu de ces grèves. »

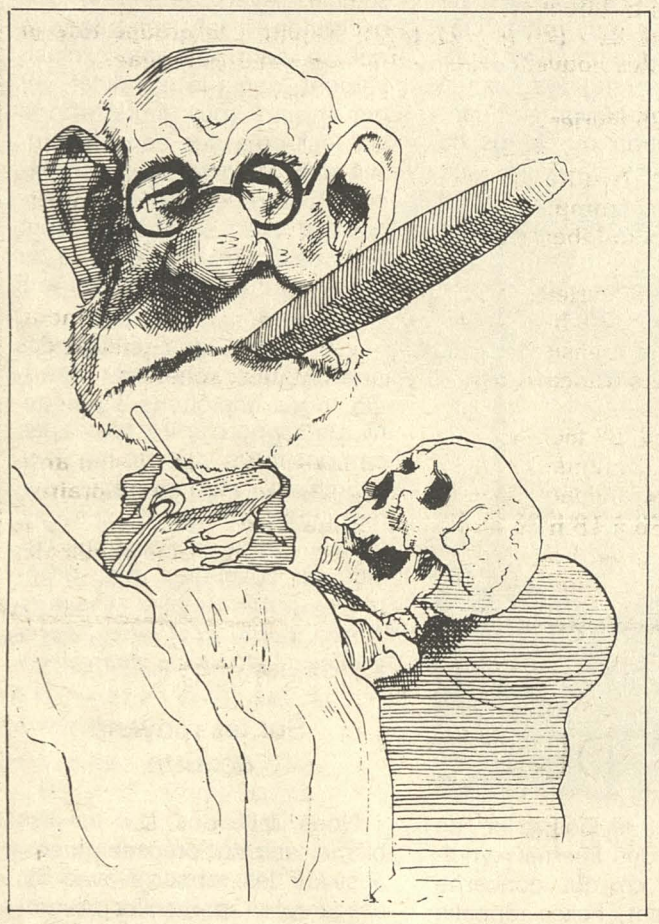
(A suivre)

D'après « Rivista Anarchica » (2)

(1) *Equivalent de la S.N.C.F.*
(2) *Propos recueillis par Paolo Finzi.*

PSYCHANALYSE ET ANARCHIE

DANS notre tentative d'examiner de quelle façon la recherche psychanalytique peut contribuer au développement et à l'approfondissement de la pensée et de l'action anarchistes, nous négligerons les problèmes posés par la profession de psychanalyste, qui relèvent d'une analyse sociologique complexe et trop diversifiée (il faut tenir compte des pays, des cultures, des personnes, des milieux, des formations, des statuts, etc.) et les problèmes relatifs à la personne même de Freud (les rapports entre un homme et sa pensée soulevant toujours d'insurmontables difficultés). En aucune façon, donc, nous ne jugerons la pensée psychanalytique d'après les psychanalystes eux-mêmes (tout en étant parfaitement conscient de la dominante bourgeoise et souvent conservatrice qui les caractérise) ni d'après l'individu Freud (les qualificatifs de « petit-bourgeois », « conservateur », « victorien », « patriotard », « phallocrate », etc., utilisés pour le définir, nous paraissant tout à fait déplacés lorsque c'est la pensée freudienne qui est en jeu). C'est la découverte de Freud qui nous intéresse, découverte qu'il a lui-même



définie comme étant une « révolution » (à l'égal, disait-il de la révolution copernicienne et de la révolution darwinienne), et c'est à l'œuvre révolutionnaire de ce Freud créateur que nous nous adressons. Cette découverte, cette œuvre, cette création — nous croyons qu'il est possible, qu'il est légitime, qu'il est nécessaire et vital de les mettre sous le signe de l'anarchie, et nous reprenons les vers du poète anglais Auden pleurant la mort de Freud en 1939 :

« *Triste est Eros, bâtisseur de cités*
Et en pleurs l'anarchique Aphrodite. »

La découverte freudienne modèle de rupture

Divers commentateurs et disciples de Freud ont mis l'accent sur la continuité de sa pensée relativement à des systèmes antérieurs. Sa découverte était ainsi inscrite dans des cadres traditionnels : le positivisme scientifique, un rationalisme spriritualiste, le moralisme puritain, la psychiatrie et la sexologie, le judaïsme, la biologie, la culture germanique, le baroque viennois, etc. Ce type de mises en relation — qui trop souvent ne relève que d'un historicisme simplificateur, d'un sociologisme à courte vue, ou d'un marxisme vulgaire — nous est utile dans la mesure où nous en prenons le contre-pied : la découverte freudienne vaut, à nos yeux, non par son inscription ou sa fidélité à des contextes antérieurs, mais par sa puissance de rupture, sa force d'arrachement. De ce point de vue, elle s'offre comme un modèle exceptionnel de ce moment décisif, crucial, dramatique de rupture qui marque toute position libertaire. Plus que d'un moment, ponctuel, il s'agit d'un processus permanent, d'une dynamique constante : on n'est jamais un anarchiste, on s'efforce de le devenir à chaque instant de l'existence.

L'attitude de Freud inventant la psychanalyse est une attitude de rebelle : contre l'idéologie spiritualiste ou matérialiste de son temps, contre le scientisme, contre la psychiatrie académique, contre le moralisme hypocrite, contre son propre milieu de culture et de vie, il dresse une nouvelle vision de la réalité humaine, il construit une anthropologie révolutionnaire. Une anthropologie complète, c'est-à-dire qui prend en compte la réalité individuelle, l'homme comme sujet unique, et la réalité sociale, l'homme comme être politique, comme « animal de horde » — ces deux faces étant, dans le processus de sa découverte et dans sa construction globale, étroitement, structurellement associées. Comme elles le sont, précisément, dans toute conception anarchiste de l'homme ; et il nous faut donc insister tout particulièrement sur cette liaison, sur cette fondamentale intrication entre être individuel et être social, sans pour autant réduire l'un à l'autre. (De la même manière que nous insistons sur la fondamentale intrication entre corps et esprit, sans pour autant réduire l'un à l'autre, mais cherchant toujours à préserver le spécificité de chacune des faces dans son intime association avec l'autre face.)

Ainsi, dans sa forme même, dans son déroulement, dans son heurt violent et farouche avec les autorités et dominations sociales et intellectuelles (idéologies dominantes, institutions magistrales, modèles culturels, etc.), la découverte freudienne se définit comme un geste — comme une geste intellectuelle — libertaire. Mais d'autant plus libertaire, encore, qu'elle s'alimente aux sources, aux racines mêmes de l'être individuel, singulier, de l'unique.

« Amant passionné de la culture de soi-même »

L'énergie de la rupture, c'est en effet en lui-même, au plus profond de lui-même, que Freud va la chercher. Il accomplit cet exploit « formidable » qui s'appelle l'auto-analyse ; laquelle constitue, toutes proportions gardées, un moment décisif, et permanent lui aussi, comme la rupture et le moment critique, de la construction de soi, de l'avènement de cet unique que tout anarchisme se donne comme objectif. L'exemple de Freud, découvrant dans l'analyse de ses rêves, de ses oublis, de ses gestes manqués, de ses émotions, de ses fantasmes, à la fois les matériaux essentiels pour la conscience et la construction de soi et les structures universelles de la réalité humaine, cet exemple nous assure que nous avons en nous les moyens d'être à la fois nous-mêmes et de participer au grand être collectif qu'est l'humanité.

La pénétration, à travers soi, dans les textures constitutives de la réalité humaine, ne peut aller sans une valorisation de soi. Le « connais-toi toi-même » implique un « aime-toi toi-même ». Est-ce la voie d'un narcissisme, d'une contemplation égocentrique et autarcique de soi ? L'exemple de Freud, à nouveau, nous montre qu'il n'en est rien ; on pourrait dire qu'à l'instar de certains autres rapports avec divers objets, un peu d'analyse de soi conduit au narcissisme, beaucoup d'analyse de soi en éloigne, et nous ouvre en revanche des perspectives universelles. Nous rejoignons le projet formulé par l'anarchiste Pelloutier (à peu près à la même époque où Freud élaborait ses théories sur le rêve et la sexualite) : en même temps qu'il s'affirme comme l'adversaire irréconciliable de tous les despotismes, il souligne que les anarchistes sont les « amants passionnés de la culture de soi-même ». A cette « culture de soi-même » ainsi évoquée par Pelloutier, il manquait un outil solide et rationnel : la pensée freudienne nous l'apporte.

L'homme, « animal de horde »

Si l'énergie pulsionnelle, sous toutes ses formes, se définit comme une source interne, se situe dans l'intériorité du sujet, où elle nourrit ces intuitions élémentaires que sont les émotions et les images (les fantasmes), elle n'en reste pas moins, avant tout, pour une approche concrète et objective, ce qui donne lieu à des expressions extérieurs, à des effets sensibles et tangibles. Et l'espace de ces expressions et de ces effets, c'est la société — étudiée par Freud avec un soin extrême. Il nous ouvre en ce domaine des perspectives aussi originales et fécondes que celles dessinées dans son analyse de la vie intrapsychique et que l'on redécouvre aujourd'hui, comme en témoignent les nombreux travaux sur l'homme de foule, sur la masse et le despote, sur l'Etat lui-même. Et ces perspectives, affirmons-le d'emblée, sont délibérément libertaires. Voici les principales lignes de force de la pensée freudienne envisagée dans son versant anthropologique ou politique (plus précisément psycho-politique) :

Le psychisme n'est pas conçu par Freud comme un domaine fermé ou réservé, la Psyché n'est pas une entité mystérieuse que l'on identifierait à la notion spiritualiste d'« âme » : les structures psychiques sont toutes entières tissées, constituées de socialité et de rapports avec des objets externes (mère, père, parents, autres sujets, objets du monde, etc.), et elles sont prises en permanence dans des mécanismes et processus qui les ouvrent ou les dérobent au monde extérieur (projection, identification, imagos, refoulement, sublimation, etc.). Le fameux complexe d'OEdipe, emblème de la pensée psychanalytique, est à la fois un noyau psychique, comme le dit Freud, et un réseau complexe de relations sociales à l'intérieur desquelles le sujet tente de se situer.

Tout de suite, la pensée anthropologique de Freud s'est portée vers le principe de pouvoir et d'autorité, et s'est attachée à élucider ce phénomène social élémentaire qu'est la masse. Sa description de la horde primitive dans *Totem et tabou*, et notamment des rapports entre le groupe et le despote (entre société et pouvoir), a conservé une actualité frappante et se propose comme un outil privilégié d'investigation des formes les plus archaïques de sociabilité, vers lesquelles toute société ne cesse de retourner, de façon transitoire et légère ou compacte et féroce.

Dans *Psychologie de masse et analyse du moi*, l'analyse de Freud porte sur les deux grandes institutions autoritaires et dominatrices de l'époque : l'Eglise et l'Armée (le sabre et le goupillon, selon une imagerie qui a abondamment inspiré toute une littérature anarchiste populaire). Si l'on peut dire qu'à première vue, Freud « psychologise » les rapports sociaux, les rapporte à des facteurs internes, on peut tout autant soutenir qu'il « sociologise » les données psychologiques : père, mère, institutions et substituts divers ne sont pas seulement des objets psychiques pris dans une circulation libidinale subjective ; ils sont tout autant des polarités sociales, des points d'ancrage ou des lignes de dérive anthropologiques, culturels. Le père, symbolisé par le roi, certes ! Mais aussi le roi, le despote, symbolisé par le père ! En analysant l'être humain comme « animal de horde », comme unité toujours tentée de s'agglutiner à la masse, Freud éclaire la structure de l'« homme de foule » — de cet homme des temps modernes si prompt à « faire masse », à composer les foules clamant leur adoration des chefs charismatiques (politiques ou religieux, mais aussi culturels !).

Contre l'hallucination politique, contre le politique comme hallucination et règne du fantasme, Freud offre les moyens d'une approche et d'une construction rationnelles, étroitement liés à la constitution d'un moi autonome, libre, agissant : idéal libertaire.

Roger Dadoun

« L'ÉCOLOGIE CONTRE LE CHÔMAGE »

PAR LES AMIS DE LA TERRE

CE livre retrace les interventions d'un colloque international auquel les Amis de la terre avait cru bon de rassembler des dizaines de conférenciers, la plupart politiciens, exploiteurs ou scribouillards.

La réflexion fondamentale de ce livre est de montrer qu'il est à la fois possible de créer des emplois socialement utiles en développant la protection de l'environnement. Une très bonne chose dans l'absolu, sauf que, dans le cas de figure proposé, on ne touche pas aux structures sociétaires, on parle vaguement de réduire les inégalités ou la militarisation, et on propose une redistribution de la masse des revenus entre les travailleurs ; sans s'attaquer à l'exploitation capitaliste, et on recommence le discours sur le « mieux » apporté par les petites entreprises à « échelle humaine ». Ben voyons ! L'économie sociale, coopérativiste et alternative, devrait pouvoir paisiblement tracer sa route entre le privé et le public. Et en période de vaches maigres, autant favoriser le temps partiel avec perte de rémunération, l'embauche d'objecteurs et de bénévoles. En voiture pour les subventions...

Une fois de plus, on oppose revendications quantitatives et qualitatives, en augurant même que les secondes sont vouées à devenir prépondérantes. On lutte contre l'austérité par le recentrage. Désormais, un discours des Amis de la terre de ce genre peut être accueilli favorablement par votre député, François de Closets, l'extrême centre du gouvernement Mitterrand, le patronat progressiste qui « salonne » avec les syndicalos vendus, l'abbé Pierre, le journal *Libé* et j'en oublie.

C'est poignant de voir, ici encore, un mouvement social qui a eu une histoire mouvementée, riche de combats intéressants, dont la subversion se transforme en participation ; son désir d'autogestion devient de la cogestion pure et simple. Encore une victoire pour le consensus !

Tous les écolos des Amis de la terre n'en sont pas rendus à ce point, mais cette évolution me paraît majoritaire. Les plus durs se sont retirés ou repartis ailleurs et bon nombre d'autres sombrent dans la politique ou le business.

Le drame est que, face à des problèmes écologiques — comme pour d'autres problèmes sociaux —, nous sommes presque toujours obligés de plier ou de composer, vu les rapports de forces entre classes et clans ; mais de là à en faire un crédo et des propositions pour les années à venir, il y a un sacré pas que les libertaires et les syndicalistes authentiques ne franchissent pas. Cette période de reculades successives doit nous rendre plus vigilants.

Malgré ce qui précède, je conseille la lecture de ce livre, car des analyses récentes et pertinentes montrent bon nombre d'absurdités économiques et de délire sociétaire (1). Allez !, un militant averti en vaut bien un et demi.

Alain Crapaud

(1) *« L'écologie contre le chômage », les Amis de la terre, édit. La Découverte, en vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F.*

« LA LUTTE CONTRE L'ETAT (ET AUTRES ÉCRITS) »

DE NESTOR MAKHNO

A L'OCCASION du cinquantenaire de la mort de Nestor Makhno, Alexandre Skirda présente des textes d'analyses qu'il a traduits, parfois prémonitoires, de celui qui jeta, de 1917 à 1921, en Ukraine, la conception anarchiste de la révolution à la gueule des tsaristes et des bolcheviques. Nous ne reviendrons pas sur cette épopée vraie, que l'on trouve désormais détaillée dans un ouvrage de référence déjà chroniqué dans ces colonnes (1).

On connaît sans doute moins, chez Makhno, le guerrier exilé en France qui eut soif de comprendre, expliquer, prévoir, convaincre. *La lutte contre l'Etat* est une anthologie de textes choisis en fonction de leur qualité, de leur actualité, textes rédigés entre 1925 et 1932. Ils sont propres à démentir les colportages encore possibles sur le « bandit » Makhno, « inculte et inéduqué ».

Lisez ses conseils aux compagnons espagnols, en date d'avril 1931, son analyse du rôle du prolétariat soviétique dans la révolution, écoutez donc son plaidoyer en faveur de l'organisation anarchiste !

Voilà sans doute le plus fascinant de l'histoire : la lucidité, le bon sens et cette belle intransigeance intacte chez cet anarchiste à l'existence peu commune. Ajoutons que ce livre (2), bien fait, est édité par le compagnon Jean-Pierre Ducret, et a été imprimé par la Coopérative typographique de Carrare, par nos compagnons italiens.

Assurément, c'est un livre qui est nôtre.

Gérard Caramaro

(1) *« Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie », Alexandre Skirda. 476 p., 110 F.*

(2) *« La lutte contre l'Etat (et autres écrits) », 150 p., 50 F.*

Ces deux livres sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

« THÉÂCRE » AU THÉÂTRE

« (...) Et nous, les petits, les sans-grades... » C'était il y a une vingtaine d'années. Des auteurs, des acteurs, des metteurs en scène, dont le métier ne nourrissait qu'une foi rageuse et déterminée.

D'aucun diront en voyant le nom de certains invités de mon émission : « Les sans-grades d'hier sont les gradés d'aujourd'hui ! » Avec une nuance de dédain dans le regard, mais la main tendue : « T'as pas une place ? » Argent égale récupération. Etes-vous récupéré ?

Un propos que je ne débattrai certainement pas avec vous. Je laisse la question aux stérilisateurs du théâtre, dont la matrice se soucie d'ailleurs fort peu. Est-ce que je me trompe ? Peu importe. Il existe des créateurs, des inventeurs d'un théâtre d'aujourd'hui, mais surtout d'un théâtre de demain ; qui même s'il s'exprime par des artistes « gradés » ne s'adresse certainement pas aux hiérarchisants du théâtre, mais plutôt aux « anarchisés » du « Théâcre ».

La seule émission de radio à voir au théâtre de l'Epicerie, 12, rue du Renard, tous les vendredis de 14 h à 16 h, à partir du 8 mars en duplex, en public ; c'est gratuit.

Fabienne

Soutenez *Le Monde Libertaire*
Souscrivez

RENCONTRE AVEC...

SAMEDI 23 février, la librairie du Monde libertaire recevra Roger Dadoun, auteur notamment de *Psychanalyse entre chien et loup*, aux éditions Imago. Cette table ronde, à partir de 16 h, aura pour thème : « Psychanalyse et anarchie ».

« Rencontre avec Roger Dadoun » est une action tridimensionnelle : une émission, de 10 h à 12 h, sur R.-L. ; une page « Argument » dans le M.L. et une rencontre directe à la librairie du Monde libertaire.

Les administrateurs

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 21 février :
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Ann Gaytan (chanteuse).
« Epsilonia » (16 h à 18 h) : émission spéciale humour : des gags, des montages.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : l'émission de l'U.P.F. reçoit Robert Loncart, objecteur de conscience ; infos sur Thierry Maricourt.
« Chronique syndicale » (19 h à 20 h) : des nouvelles de Jeumont-Schneider (Maubeuge) et de Technip.

• Samedi 23 février :
« Emission spéciale » (10 h à 12 h) : avec Roger Dadoun, auteur de *Psychanalyse entre chien et loup*, édit. Imago.
« Près du radiateur » (18 h à 19 h) : des lycéens viennent parler de leur univers musical : le hard-rock.

• Dimanche 24 février :
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : reçoit Gwendal, groupe de jazz-folk qui existe depuis plus de 10 ans et qui sort son 7e disque.
« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : où notre fameuse fiancée persiste dans ses thèmes de prédilection et dans ses rubriques habituelles.
« Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : invité : le groupe Rue de la lune ; des nouvelles de Londres, nouveautés reggae.

• Lundi 25 février :
« Tais-toi et rame » (10 h à 14 h) : le Planning familial (de 10 h à 12 h) et Xavier Lacouture (de 12 h à 14 h).
« A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : une histoire extraordinaire, Radio-Libertaire, avec Floréal.

• Mardi 26 février :
« Prisons » (20 h à 22 h 30) : émission sur l'enfermement. Chronique mensuelle de J. Lapeyrie : autour du Syndicat des prisonniers français, avec l'avocate E. Auerbacher.

• Mercredi 27 février :
« Allons z'enfants, etc. » (17 h 30 à 18 h 30) : l'émission antimilitariste, antipatriotique et irrespectueuse change d'horaire : de 17 h 30 à 18 h 30 au lieu de 16 h à 17 h.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale, santé et conditions de vie (1ere partie).

« LES CRIMES DU BON DIEU »

DE ROGER LABRUSSE

QUAND j'ai vu ce titre (1) en vitrine, j'ai cru à un canular. Il doit s'agir d'un homonyme, difficile d'envisager que notre compagnon libre-penseur, responsable du mensuel ***La Raison***, puisse avoir reçu le prix du polar décerné par le gratin de la flicaillerie parisienne. Et pourtant, si !

Le bouquin est bon, plaisant à lire, et mèle une intrigue classique et originale à des morceaux d'écriture de psychosociologie appliquée à l'atmosphère campagnarde profonde et fermée que, pour ma part, je situerai entre Balzac et Simenon. Les personnages sont bien campés, les paysages retransmis fidèlement... Quant aux ambiances, pas besoin de la télé.

Ceux qui connaissent bien le milieu rural et agricole d'il y a dix ou vingt ans se retrouveront parfaitement dans ces minutieuses descriptions des individus, des relations entre eux et des athmosphères et péripéties qui en découlent. Les aliénations économiques, sociales, interpersonnelles et ratichonnes sont taillées en pièces ; l'auteur se plongeant lui-même dans cette écriture acerbe, car il fait partie du menu.

A travers le genre polar, qui nous présente parfois de bons bouquins d'une genre de littérature considéré à tort comme mineur, noyé dans une masse de feuilles empilées, aliénantes, alimentaires, manichéennes et... sans écriture ; ce bouquin de R. Labrusse mérite notre lecture et notre hommage. Et de surcroît, parmi les auteurs proches de nous, son écriture vaut largement un Malet ou un Manchette.

A.C.

(1) *« Les crimes du Bon Dieu », Roger Labrusse, prix 1985 du Quai-des-Orfèvres. Edit. Fayard, 24 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.*

SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE LOUIS CAPART

LE 21 FÉVRIER 1985, A 20 h 30 AU TROU NOIR
34, RUE NATIONALE, PARIS 13e
PRIX DES PLACES : 40 F
(30 F AVEC LA CARTE DE R.-L., UNIQUEMENT)
BILLETS EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
ET AU TROU NOIR (TÉL. : 570.84.29, METRO PORTE-D'IVRY)

CHÔMAGE
LA POUDRE DE PERLIMPINPIN NE GUÉRIRA PAS L'« ABOMINABLE CANCER »

LA prospérité de la France de demain oblige à plonger aujourd'hui plusieurs millions de Français dans la « mouise » la plus noire. En termes plus distingués, disons que le prix à payer pour l'indispensable « modernisation » qui rendra « notre » industrie compétitive, c'est la montée constante du chômage. Si le candidat Mitterrand avait mis dans son programme de 1981 ce qui constitue, en 1985, le fondement de sa politique, nul doute qu'il eût obtenu un triomphe...

Mais le président est inébranlable. « Ma politique est la bonne, tous les paramètres le montrent. Je ne changerai pas de cap », a-t-il proclamé au cours de ses récents périples. Ce cap, c'est bien sûr celui de la Bonne Espérance. En attendant que la terre promise soit en vue, le pouvoir cherche tous les trucs et tous les T.U.C. pour faire infléchir les statistiques.

Un train de mesures en suit un autre

Le Conseil des ministres doit décider de nouvelles mesures « pour l'emploi ». Alors que 26% des jeunes — chiffres officiels — sont demandeurs d'emploi et constituent la moitié des inscrits de l'A.N.P.E., 200 000 T.U.C. nouveaux sont annoncés. Un pays qui se modernise, nous explique-t-on, ne peut s'intéresser à des activités peu rentables quoique socialement utiles. Les T.U.C. s'en occupent, ça meublera leurs loisirs. Pour 1 200 F par mois !

Par des aides fiscales et autres grâcieusetés, les entreprises seront incitées à développer le travail à temps partiel. Enfin, grosse astuce, les licenciements « secs » pour motif économique c'est fini. Nous aurons désormais des vagues de C.F.R., des contrats « formation-reclassement ».

Ces nouvelles mesures viennent s'ajouter à toute une flopée d'autres nées du génie inventif de nos excellences social-démocrates. Faut-il rappeler, en effet, qu'en septembre dernier Michel Delabarre, le ministre du Travail, s'était écrié qu'il ne regardait pas l'« avenir dans un rétroviseur » et Fabius aurait presque pleuré à la télé en expliquant que le « fond du problème » c'était le chômage, « ce cancer abominable dont il faut se débarrasser ». Après quoi, ces messieurs nous annoncèrent un « formidable effort de formation des ouvriers » et des dispositions visant 500 000 jeunes. Outre les fameux T.U.C., il était question de « stages en alternance », de « stages d'initiation à la vie professionnelle » et même d'un fonds d'aide à l'intention des « jeunes qui ont des idées »... Ajoutons un congé sabbatique pour les fonctionnaires... voulant créer une entreprise ! Avec les « pôles de conversion » créés six mois plus tôt, nous étions bien armés pour terrasser le cancer...

Le coût des pôles

Parlons-en de ces « pôles de conversion ». Ils sont quinze, de la Ciotat à Calais-Dunkerque, de Decazeville à Longwy, en passant par la Loire et le Creusot. Du sérieux, du « lourd », avec des milliards de prêts et subventions, avec des « antennes » par ci, des « centres de productique » par là, et même une « écloserie » (mais oui !) d'entreprises ! Tout un bataclan dont, jusqu'à preuve du contraire, le résultat est invisible à l'œil nu dans les zones considérées, mis à part le débarquement des schtroumpfs dans un laminoir, à Hagondange.

Le chômage, lui, a poursuivi son irrésistible ascension. Après la crête des deux millions, le pic des deux millions cinq cents mille demandeurs d'emplois recensés a été gravi en octobre dernier, sans parler des centaines de milliers de « demandeurs » qui ne demandent plus rien. La progression s'est poursuivie au rythme mensuel de 25 000 à 30 000 suppressions de postes et, selon l'I.N.S.E.E., le taux de chômage par rapport à la population active a dépassé maintenant les dix pour cent.

Un sigle qui en cachait un autre

Au moins, direz-vous, il est fini le temps des licenciements secs pour motif économique, car voici celui des C.F.R. Il s'agit d'une nouvelle mouture des congés de conversion déjà « expérimentés » dans la sidérurgie et à Creusot-Loire : 70% du salaire (brut ou net ?) pendant six mois, 60% pendant les six mois suivant, le stage étant financé par l'Etat, l'entreprise et l'U.N.E.D.I.C. (mais les patrons ne seraient pas d'accord).

Et après ? A l'origine, les C.F.R. devaient être des contrats « formation-reclassement ». Mais voici que, selon *Le Monde*, M. Michel Delebarre a prudemment rectifié le tir. Il s'agirait maintenant de « contrats de formation »... et de « recherche d'emploi ». C'est plus qu'une nuance. Comme quoi un sigle peut en cacher un autre. Et pour que tout soit clair, M. Michel Delebarre a bien précisé à ses interlocuteurs syndicaux qu'il fallait écarter l'idée d'un reclassement automatique.

Alors, une formation pour quoi faire ? Pour former quelqu'un, il faut connaître — c'est élémentaire — la profession qui pourra l'accueillir, c'est-à-dire quels seront les industries ou les services qui remplaceront les activités disparues. A quels métiers nouveaux initier les métallos de Creusot-Loire ou de l'automobile, les sidérurgistes ou les ouvriers des chantiers navals, du bâtiment ? Faudra-t-il leur apprendre à schtroumpfer ? Ou à peigner les girafes ? Car enfin, quelles sont actuellement les perspectives pour l'implantation d'activités nouvelles ? L'informatique dont on nous rebat les oreilles ? Elle créera, dit-on, 60 000 emplois... d'ici 1990 ! Mais combien en aura-t-elle supprimés dans l'industrie et dans le tertiaire, notamment dans les banques, les assurances, le commerce ?

L'hémorragie

En sept ans l'industrie et le bâtiment ont perdu plus d'un million d'emplois. Le textile, la construction navale, les machines-outils, le cuir ont vu disparaître plus du quart de leurs effectifs, la sidérurgie 36%, les fils artificiels 61,4%.

Et tout indique que ça va continuer. Des branches comme les fils artificiels et la machine-outil sont menacées de disparition pure et simple. Dans un bassin industriel aux activités très classique (sidérurgie, mécanique, textile) comme celui de la Loire où 40 000 demandeurs d'emplois sont recensés, l'INSEE annonce 20 000 chômeurs de plus d'ici quelques années, soit 50% d'augmentation. Dans la sidérurgie lorraine, Sacilor prévoit des milliers de suppressions d'emplois en 1985. A Dunkerque, Sollac, Fos, Ascométal et Unimétal, ce sont plus de 20 000 travailleurs qui devront partir. Dans l'automobile, où 80 000 postes ont été supprimés en sept ans, le rapport Dalle préconise 74 000 liquidations d'emplois d'ici 1988. Il s'agit, par la modernisation chère à nos gouvernants, d'abaisser les coûts pour améliorer la compétitivité. Chez Renault et Citroën, nous explique-t-on, il faut 8 000 personnes pour monter 1 200 véhicules par jour alors que Fiat en emploie 6 000 et les Japonais 4 000. Ca ne peut plus durer ainsi...

Et le tertiaire ? En sept ans, il a créé 886 000 emplois (selon le *Bilan économique et social* du *Monde*) et certaines branches ont doublé leurs effectifs. Mais le développement des grandes surfaces, par exemple, a eu pour contrepartie la disparition de beaucoup de petits commerces. L'extensibilité du tertiaire n'est pas sans limites et l'augmentation de la productivité y est également à l'ordre du jour. Par ailleurs la base d'une économie ne peut qu'être la production de biens de consommation et de biens d'équipements, et non un secteur qui, s'il fournit des « produits » utiles (les services), comprend aussi des activités parasitaires.

Quelles perspectives ?

Alors que la population active augmente de 200 000 individus chaque année, les destructions du tissu industriel sont d'une telle ampleur qu'on ne voit pas, raisonnablement, ce qui pourrait inverser la tendance, et cela pour des décennies, vraisemblablement.

Face à cette situation redoutable, les mesures gouvernementales apparaissent dérisoires. Certes nos sociaux-démocrates ont de l'immagination : après avoir cassé l'échelle mobile ils ajoutent, avec les T.U.C., un barreau supplémentaires au bas de l'échelle hiérarchique, en dessous du manœuvre-balai...

Mais ce ne sont pas des remèdes de charlatans, de la poudre aux yeux comme les C.F.R., de la poudre de perlimpinpin qui pourront guérir l'« abominable cancer » dont parlait Fabius. Un mal que celui-ci et ses comparses aggravent sciemment tous les jours puisqu'ils poussent à une « modernisation » conçue uniquement pour accroître les profits capitalistes et non pour répondre aux besoins de la population.

En l'absence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de lutter efficacement et de transformer la société, il est à craindre que les classes dominantes ne soient tentées d'utiliser des méthodes de plus en plus autoritaires pour prévenir des convulsions toujours possibles et faire accepter que perdure un chômage qui ne nuit pas à leur prospérité, loin de là.

Sébastien Basson

LES NOUVEAUX PAUVRES ? DES ANCIENS RICHES !

A ECOUTER la radio, à lire les journaux, à regarder la télévision, on a l'impression que seuls les cadres sont touchés par la misère. Souvenez-vous de tous ces discours tenus sur la perte du pouvoir d'achat des cadres, sur le chômage des cadres, le suicide... chez les cadres ! Aujourd'hui, la « nouvelle pauvreté » c'est une fois de plus la pauvreté des cadres ! Des témoignages fusent d'un peu partout, M. Dupont était directeur du personnel dans une grande entreprise, M. Durand directeur de tel ou tel service des ventes... Ils étaient tous responsables avec un grand « R ». Depuis quelques mois, ils sont chômeurs en fin de droits avec un grand « C ». Assez plaisanté, soyons réalistes et sérieux.

La première victime de la crise du capitalisme, ce n'est pas le personnel d'encadrement. Les premières victimes de la crise et de ses conséquences tragiques, ce sont les jeunes sans diplôme, les femmes sans qualification, les travailleurs immigrés, les personnes handicapées. Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Ce sont ces prolétaires dont certains, les plus démunis, sont révérés par les pseudo-révolutionnaires marxistes, comme ils le sont par toute la bourgeoisie dirigeante et exploiteuse.

Oui, je pense qu'il est nécessaire de remettre les choses à leurs places. Il peut se produire que des « fidèles garde-chiourme » de l'Etat et de la société capitaliste se retrouvent sur le pavé. Mais au risque de me répéter, ils ne constituent qu'une infime minorité de cette « armée des chômeurs » et des « miséreux ». Et, ce n'est pas nous qui allons pleurer sur le mauvais sort fait à ces quelques bourgeois, fussent-ils salariés ! Que l'on cesse de nous casser les oreilles avec ces anciens riches devenus « nouveaux pauvres » !

Lionel Nicaud

LA PAUVRETÉ ? UNE MALADIE HONTEUSE

ILS sont tous là, les vautours habituels : militaires, politiciens et curés ! Le capitalisme en crise et l'Etat leur jettent en pâture une nouvelle clientèle : les « nouveaux pauvres ». De quoi redorer leur blason ; et chacun d'y aller de son filet garni, de sa bouteille de mousseux...

Pour tous ces obscurantistes, geôliers des consciences, l'occasion est trop belle d'agrandir leur pouvoir. Ecoutons ainsi les solutions du trop fameux abbé Pierre, curé moyen-âgeux : « Prenez 2 riches, 10 pauvres et 3 miséreux ; les 10 pauvres privilégiés doivent prendre conscience que, face à la crise, l'égoïsme n'est plus de mise. L'heure est au partage, partage du travail, des revenus... ». Résultat des courses : vous obtenez 13 pauvres mais toujours... 2 riches !

Ainsi, si notre curé pense aux « nouveaux pauvres », et même plus qu'il ne faudrait, il oublie les « anciens riches » qui, eux, sont toujours riches ! Et ces riches (les pauvres, oserais-je dire !), il faut bien aussi penser un peu à eux ; et bien c'est Reagan qui nous propose sa solution : celui-ci, poursuivant ses coupes claires dans les budgets sociaux, nous explique que les garanties sociales contre la maladie, le chômage, la pauvreté... sont des freins pour cet élan naturel, si noble et généreux, qu'est la charité ! Sans commentaire.

B.J.M.